



# BULLETIN DE DÉBATS

## JANVIER 2009

### TOME 3

#### CONTRIBUTIONS COLLECTIVES

- La parité au congrès constitutif, pourquoi ? Comment ? (commission femmes RP)
- Adresse de la rencontre nationale écologie aux militants du NPA (14 décembre 2008)
- Santé Social Protection Sociale : pour des commissions thématiques et coordonnant l'activité des militants dans les secteurs professionnels (commission Santé)
- Extrême droite : la vigilance reste d'actualité par Agathe (NPA Gard, CAN provisoire), Alexandre (Secrétariat Anti-Fasciste LCR/ NPA Paris), Aymerick (SAF LCR/NPA Montreuil), Cayenne (JCR-LCR 92 Nord /NPA), David (LCR-DF 92 Sud/NPA), François (LCR/NPA Finistère), Frémont (SAF LCR/ NPA 92 Sud), Gérard (LCR/NPA Rouen), Hannah (SAF LCR/NPA Montreuil), Legayo (SAF LCR/ NPA Paris), Lucas (LCR/NPA 94), Novgorod (SAF LCR/NPA 92 Sud), Olivier (LCR/NPA Lille), Silouane (SAF LCR/NPA Paris), Yves (NPA Gard)
- Le militant syndical, pilier du NPA à construire par le Comité NPA de Choisy le Roi (94)
- Intervention sur les lieux de travail et politique dans les syndicats, Contribution congrès NPA du Comité inter-entreprises de Pessac (Gironde)
- Handicapés : une question sociale (commission handicap)
- Pour un parti, perspective anticapitaliste à la révolte des banlieues, Contribution du Comité de Lormont (33)
- Contribution du comité NPA des Lilas (93)
- Contre le dirigisme (comité Barbès Goutte d'or)
- Contribution collective du Comité d'Arras
- La construction du nouveau parti anticapitaliste et la biodiversité. (Comité Montreuil Est)
- Le NPA et la crise de la biodiversité. contribution proposée par les comité NPA Montreuil-Nord-Est et Montreuil-eau

#### CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES

- Mener campagne pour un parti anticapitaliste, un parti des travailleurs par François (Comité Mérygnac - 33)
- La LCR dans le processus constituant par Manu (Comité de Pantin - 93)
- Réussir le NPA pas une LCR élargie : il y a urgence ! Cécile R., Clément M., Edouard S., Fanny G., Grégory B., Jordan L. (NPA Paris 9/10)
- Aux fondatrices et fondateurs du NPA par Raoul Marc Jennar, militant antiglobalisation
- De la LCR au NPA : continuités et ruptures par Frédéric Borrás (Toulouse), Pierre-François Grond (93), Ingrid Hayes (Paris 20e)
- Un parti pour la conquête de la démocratie, du pouvoir des producteurs associés par François Chesnais (Paris 11ième), Yvan Lemaitre (Corbeil)
- Un nouveau chapitre par Alain Krivine (Saint Denis), Daniel Bensaïd (Paris 20e)

- A propose de la Résolution générale situation politique et sociale par Emmanuel COLLOD - Collectif Lyon Croix-Rousse Presqu'île
- « Socialisme » et/ou « écosocialisme » ? par Jean-Philippe Dives (Paris 20° Centre, CAN)
- Un parti pour l'auto-émancipation par François Chesnais, Jean-Louis Marchetti
- L'actualité d'un programme anticapitaliste et révolutionnaire pour le NPA par Jean-François Cabral, Montreuil.
- Un parti « large » pour une alternative anticapitaliste par Gilles Suze-Didier Bergès- Patrick Vallée-Sébastien Minaux [NPA-La Rochelle]
- Pour que la jeunesse s'empare du NPA par Kaya (Rouen, 76)
- Construire le NPA, travailler à l'unité par Philippe, Vincent, Bernard, Julien R. (Montreuil-Ouest)
- Contribution pour la création d'une commission NPA « travailleurs isolés ( nom provisoire ) par Jean-Marie Aubert, NPA Agen
- Un nom simple qui nous définisse : Démocratie révolutionnaire pour le socialisme par Bruno Comité Cenon-Floirac (33)
- De la démocratie par A. Faradji, C. Picquet, F. Sitel
- Élections Européennes : affirmer un profil unitaire et anticapitaliste ! Par Raymond Adams (Lille), Pierre Baron (Paris 20), Dominique Carat (Montbéliard), Sandra Demarcq (Pantin), Margaux Leduc (Alençon), Alain Pojolat (Paris13), Béatrice Walylo (Bordeaux).
- Déclaration au CAN des 6 et 7 décembre 2008 par Morgane Bessé, Yann Cochin, Alain Faradji ,Catherine Jouanneau, Olivier Mollaz, Francis Sitel.
- Mise au point à propos de la déclaration des camarades Morgane Bessé, Yann Cochin, Alain Faradji, Catherine Jouanneau, Olivier Mollaz, Francis Sitel par Frédéric Borrás (Toulouse), Alain Castan (Marseille), Myriam Duboz (Lyon), Ingrid Hayes (Paris), Alain Pojolat (Paris)
- Une page blanche avec les signatures au bas : une unité sans bases pour les européennes ? Samy Johsua, comité Marseille 14-15
- Sur les élections européennes, Contribution du courant unir de la LCR
- Contribution du comité NPA de Terrasson-Montignac (24) rédigé par Marc Jutier (jutier.net)
- Nouvelles façons de faire de la politique pour de nouveaux partis
- NPA et nouvelle internationale par François Sabado, Laurent Crémieux
- Communiqué de la conférence anticapitaliste européenne du 13 décembre 2008
- Pour un socialisme internationaliste du XXIème siècle (Mónica, Lormont, 33)
- Lettre de la Gauche Révolutionnaire
- Prise de Position du CAN à propos des contributions émanant notamment du groupe CRI
- Contributions émanant notamment de membres du groupe CRI

## → LA PARITÉ AU CONGRÈS CONSTITUTIF, POURQUOI ? COMMENT ?

Seulement 20% de femmes ont participé à la rencontre du 8-9. Sans doute, le fait qu'un seul délégué soit mandaté par comité a beaucoup compté. Pour autant, c'est un problème qu'il nous faut analyser et réfléchir ensemble afin d'y remédier.

### LA PARITÉ POURQUOI ?

Notre organisation, dans sa composition, n'est pas paritaire. Cela s'explique par la place des femmes dans la société, en général. Faut-il pour autant se résigner à l'absence de parité parmi les délégués dans les rencontres nationales? Non. Parce qu'une organisation recrute à son image. Plus les femmes prennent les choses en main, plus elles recrutent d'autres femmes qui prennent confiance à leur côté. En donnant confiance aux femmes, on pourra sans aucun doute faire avancer les choses, même si on ne devient pas complètement paritaire ...

Nous ne construisons pas une organisation dans laquelle les femmes s'occuperaient des collages, de la diffusion des tracts, des planning, de la présidence des réunions alors que les hommes feraient les introductions aux débats, des interventions longues et seraient présents aux réunions et autres commissions nationales. Si nous n'y prenons pas garde, par l'intermédiaire, entre autre de la parité, nous tendrons vers cela. En effet, notre organisation n'est pas en dehors de la société et les schémas liés à la construction des genres s'y reproduisent. Il s'agit donc de construire une contre-pression dont la parité est un élément.

La parité est un guide. Cela signifie que nous sommes volontaristes et que nous souhaitons que les femmes prennent toute leur place dans le processus. Cela ne se fait pas automatiquement. En effet, les mécanismes liés à l'oppression spécifique des femmes qui prennent racine dans l'éducation et la division sociale du travail existent dans et hors le monde militant. A temps de militantisme égal, âge égal, lieux d'intervention équivalents, une militante dira qu'elle est moins légitime qu'un homme. La parité est une façon de répondre à cela, de contrebalancer les mécanismes habituels de la société dans laquelle les hommes ont moins de peine à trouver une place non seulement qui leur convienne mais aussi qui les mette en avant.

Il nous paraît important de revenir sur la parité en elle-même. Il ne s'agit pas d'une fin en soi. Il n'est pas question de « mettre des femmes » pour respecter des quotas, c'est-à-dire de construire des « potiches » qui seraient là, non pour ce qu'elles font, ce qu'elles défendent, mais simplement parce qu'elles sont des femmes. Défendre la parité de cette façon serait contre-productif car loin d'améliorer la confiance des femmes en elles-mêmes, cela les dévaloriserait finalement. Au contraire, la parité est un travail de longue haleine pour former des femmes et leur donner confiance. Cela ne peut pas se réduire à 10 minutes de discussion au moment de l'élection des délégués...

### LA PARITÉ COMMENT ?

Nous considérons que l'ensemble des femmes du NPA ont un rôle à jouer non seulement dans leur comité, mais aussi au niveau national. Une organisation dynamique en prise avec ce qu'il se passe dans la société ne saurait être représentée lors de son congrès constitutif par des délégués qui ont tous le même profil. Le parti que l'on construit doit être représenté dans sa totalité. Bien sûr, il n'est pas question non plus que des militants hommes qui auraient joué un rôle particulier se retirent sous prétexte qu'« il faut des femmes ». Il n'y a pas de recettes et chaque comité est en mesure de penser l'ensemble des enjeux.

Certains pourraient répondre que les femmes ne veulent pas se proposer malgré les propositions du comité. C'est normal, c'est lié à la société dans laquelle on vit où les femmes se sentent moins légitimes. On ne peut s'arrêter là. Au dernier moment, dans une réunion de désignation de délégués dans laquelle se sont déjà proposés plusieurs hommes, ce n'est pas évident de se porter volontaire même si on y est encouragée. Il peut sembler inutile d'ajouter une candidature supplémentaire et ceux qui se sont proposés ont toutes les chances d'être légitimes et efficaces.. Il n'est pas question, à ce moment là, de forcer les camarades femmes à se présenter car ce serait contre-productif.

Il s'agit donc d'avoir la discussion dès le mois de janvier, avec des militantes afin qu'elles ne soient pas prises au dépourvu lors de la réunion de désignation des délégués. Il s'agit de faire passer le message qu'elles ne seront pas toutes

2

seules, que leurs interventions éventuelles peuvent être préparées à plusieurs et qu'on ne leur mettra pas la pression pour intervenir si elles ne le sentent

pas et ont besoin de temps pour prendre confiance en elles. C'est progressivement, à force d'être présentes dans ce type de cadre, que les militantes commenceront à savoir quoi dire et comment le dire. L'important, c'est de se lancer et de commencer le plus vite possible.

On veillera aussi à rappeler, en particulier aux femmes, qu'elles peuvent compter sur la prise en charge collective des questions de garde (crèche au congrès ? ou dans tous les cas, financements des frais de garde).

COMMISSION FEMMES DE LA RÉGION PARISIENNE.

## → ADRESSE DE LA RENCONTRE NATIONALE ÉCOLOGIE AUX MILITANTS DU NPA (14 DÉCEMBRE 2008)

Le succès de la première rencontre nationale du NPA consacrée à l'écologie a montré une prise de conscience importante et en progrès concernant les conséquences politiques de la crise écologique au sein gauche radicale. Il s'agit désormais pour le NPA de franchir un cap supplémentaire et de s'affirmer comme un parti anticapitaliste qui intègre la critique écologiste du mode de production capitaliste et des errements des ex-sociétés du « socialisme » bureaucratique.

L'ampleur de la crise écologique provoquée par le productivisme capitaliste, conjuguée aujourd'hui à la crise économique, met désormais en danger des millions de vies humaines, et en premier lieu celles des populations les plus pauvres. L'heure n'est plus à faire de l'écologie un supplément d'âme, une revendication parmi d'autres, mais bien d'en reconnaître la transversalité. En effet, nulle question sociale ne peut être appréhendée sans en saisir la dimension écologique, qu'il s'agisse d'emplois, de choix industriels ou de services publics ; notre écologie doit donc enrichir notre projet émancipateur..

La prise en compte de la question écologiste par la droite et la gauche sociale-libérale conduit le plus souvent à faire reposer sur les plus pauvres les conséquences des dégradations environnementales comme celles de la crise sociale. Le NPA ne sera crédible que s'il sait articuler ces deux dimensions, que s'il arrive à répondre à l'urgence environnementale comme à l'urgence sociale. Il le sera d'autant plus s'il parvient à nouer des liens solides et durables avec les courants et les mouvements de l'écologie radicale. Il devra pour cela impulser des mobilisations de masse sur les questions écologistes et nourrir les mobilisations sociales d'une conscience écologiste.

Cela implique de formuler un plan d'urgence liant ces deux aspects de la crise, mais aussi d'articuler la nécessité de réponses immédiates et d'un projet d'ensemble à moyen et long terme. Autrement dit il s'agit que les travailleurs et les populations s'approprient un véritable programme transitoire social et écologiste, notamment autour des problèmes de changements climatiques, de la santé, pour une agriculture paysanne et une pêche artisanale respectueuses des équilibres environnementaux, ou encore pour la sortie du nucléaire.

Ce projet à moyen terme doit affirmer la nécessité de la planification démocratique, c'est-à-dire la maîtrise collective de l'appareil de production, afin de viser sa profonde réorientation, ce qui nécessite la remise en cause du caractère sacré de la propriété privée capitaliste. En effet le NPA doit aujourd'hui être capable de répondre aux questions : qui produit, qu'est-ce qu'on produit, pourquoi et pour qui on produit, où et comment on produit, et qui décide ? Notre écologie est intrinsèquement liée à une visée radicalement démocratique. Pour se réapproprier nos vies, nous devons nous réapproprier notre environnement.

Un tel projet nécessite, au-delà de la lutte quotidienne, de créer un nouvel imaginaire politique, qui écarte le productivisme et le consumérisme, qui promeuve d'autres modes de vie, car c'est aussi à travers la vision d'une autre société que nous pourrions disputer l'hégémonie à l'écologie libérale.

La gravité de la crise environnementale va accélérer la prise de conscience des dangers qui menacent la planète et l'humanité ; dans ce contexte le NPA doit proposer un projet politique qui donne une perspective sociale et écologiste et être un outil qui impulse les luttes sur ces terrains.

Alors, tous ensemble, militants et militantes du NPA, retrouvons nos manches pour construire un parti anticapitaliste radicalement écologiste.

Pas de socialisme sans écologie, pas d'écologie sans socialisme !

→ **Présentation : La contribution suivante a été adoptée lors d'une réunion nationale de 17 militants du NPA des secteurs santé social protection sociale, (branche santé de la LCR**

et militants du NPA région parisienne). Nous le soumettons au débat préparatoire à notre 1er congrès

## SANTÉ SOCIAL PROTECTION SOCIALE : POUR DES COMMISSIONS THÉMATIQUES ET COORDONNANT L'ACTIVITÉ DES MILITANTS DANS LES SECTEURS PROFESSIONNELS

Le projet de statuts provisoires soumis au 1er congrès du NPA prévoit (titre 4) l'existence de « commissions thématiques » qui « participent à l'élaboration d'orientations et d'actions » « ouvertes à toutes et tous », « elles sont coordonnées régionalement et nationalement ».

Il prévoit « également les réunions de secteurs professionnels, de secteurs d'activité ; tout ce qui permet d'agir ensemble avec plus d'efficacité ».

Dans ce cadre, nous voudrions proposer

- 1) La création d'une commission nationale santé social protection social du NPA, et de commissions régionales
- 2) L'organisation de secteurs professionnels coordonnant l'activité des militants dans les 3 champs de la santé, de la protection sociale et de l'action sociale.

**Nous proposons que ces commissions soient à la fois**

- **des commissions thématiques** participant sous la responsabilité des différentes instances du NPA à l'élaboration du parti sur les questions de santé, de protection sociale et de l'action sociales.

- **des lieux de coordination de l'activité des militants travaillant dans le secteur**, avec une autonomie à définir de chacun des 3 secteurs.

Les questions de santé de protection sociale, les politiques d'action sociale, sont des questions politiques à part entière pour l'ensemble des salariés, et donc pour l'ensemble du NPA. Elles concernent donc l'ensemble des militants. Les professionnels du secteur ont un rôle particulier à y jouer, mais ces commissions doivent être ouvertes à toutes celles et ceux qui ont une réflexion et une intervention sur ces questions (par exemple : associations de patients, militants de comités de défense des hôpitaux etc.)

Ces commissions ont pour but la participation à l'élaboration du NPA.

Le but de ces commissions est de favoriser la prise en compte des questions de santé de protection sociale, et d'action sociale par les différentes instances (Conseil Politique Nationales, instances exécutives ou coordinations locales, comités locaux) et non de s'y substituer.

**Ces commissions doivent également permettre de coordonner l'activité des militants du NPA** sur leur lieu de travail, dans leur secteur professionnel, avec pour perspectives la construction des mobilisations des salariés du secteur (définition de revendications et de modalités d'action, développement de l'auto-organisation...)

Un parti qui vise à la transformation sociale en s'appuyant sur les luttes des salariés, se doit en effet de débattre de l'intervention de ses militants sur leur lieu de travail, à la fois en tant que militants du NPA et aussi dans les associations syndicales collectifs...auxquels ils appartiennent, dans le respect le plus rigoureux de l'indépendance et de la démocratie de ces organisations.

La création de structures professionnelles ou d'établissement du NPA ou l'appartenance des militants à des comités territoriaux relève des structures locales et des militants concernés.

Quelque soit la situation, l'existence de commissions régionales et de la commission nationale doit

- favoriser l'information de tous les militants
- alimenter leur discussion,
- aider à coordonner leur action

On peut ainsi envisager, la publication d'un ou de bulletins d'informations, l'ouverture d'un site internet, l'organisation de réunions régionales ou nationales de militants des secteurs. Des tracts nationaux de secteurs pourront être élaborés

Commission nationale et commission régionale.

L'existence de commissions régionales nous semble un niveau favora-

ble de réflexion et de coordination des activités dans le secteur.

Pour des raisons à la fois financières et de démocratie, la commission nationale ne pourra accueillir toutes les bonnes volontés. Il serait souhaitable qu'elle soit l'émanation des commissions régionales en s'efforçant de respecter au moins la parité (dans un secteur très majoritairement féminin) et la représentation des groupes professionnels, des engagements militants bref de la diversité du NPA. La commission nationale devra travailler en lien avec la structure chargée de coordonner le travail dans les entreprises.

#### Commissions uniques et autonomie des secteurs professionnels.

L'existence de commissions uniques santé social protection social se justifie par la complémentarité des 3 champs. Comment parler de santé sans aborder les questions de protection sociale ?

Les secteurs de la santé et celui du médico social Politiques sociales, action sociale et protection sociale sont très liées.

Le regroupement de ces 3 champs doit pourtant laisser la place à une autonomie de chacun des secteurs professionnels.

## → EXTRÊME DROITE : LA VIGILANCE RESTE D'ACTUALITÉ

### 2002-2007 : D'UNE PRÉSIDENTIELLE L'AUTRE

Malgré le score du 21 avril 2002, des tensions internes traversent le FN. Au congrès de 2003, Le Pen met sa fille sur orbite, tout en affirmant que son successeur officiel est Gollnisch. Marine Le Pen cherche à féminiser l'électorat et à imposer les idées d'une nouvelle génération sans rien céder aux fondamentaux idéologiques.

Peu visible lors du référendum sur le TCE en 2005, Le Pen reprend l'initiative le 1er mai 2006 : il lance un appel à l'Union Patriotique, malgré des réticences des « marinistes ». Il pense qu'ainsi le candidat unique des « nationaux » sera au 2e tour de la Présidentielle. Cet appel à un faible écho.

Début 2007, le FN paraît durablement ancré dans le paysage. Il a une audience nationale, un programme segmenté en fonction des intérêts catégoriels menacés, en préservant le noyau dur de sa propagande : « immigration-invasion » et insécurité. Le score du premier tour (11 %) stoppe son élan. Cette contre-performance est causée par la captation d'une partie de l'électorat frontiste par Sarkozy qui n'hésite pas à reprendre les thématiques FN (travail, identité nationale, immigration, insécurité...). Sarkozy remet à l'ordre du jour, durant cette campagne, des thèmes présents chez Maurras et dans l'entre-deux guerres.

Aux législatives, le FN, avec 4,5%, revient au score du début des années 80. Il perd une partie du financement public, doit lancer une souscription et change de local national.

Marine Le Pen bien que battue au 2e tour dans sa circonscription du Nord-Pas-de-Calais, fait 42%. Cela pèse dans la guerre de succession.

Au congrès du FN de 2007, elle sort renforcée et Gollnisch marginalisé bien qu'élue en tête au Comité central. La succession reste en suspend.

### L'ED ET LES ÉLECTIONS DE 2008

Aux municipales, le FN présente 85 listes (deux fois moins qu'en 2001). Son score national, au premier tour, s'établit à 0,93 %. Si l'on y ajoute les résultats du MNR et des Identitaires, l'extrême droite totalise 1,08 % (à comparer au 1,98 % du FN et au 1,60% du MNR en 2001).

Dans certaines communes, les scores du FN, bien que dans l'ensemble inférieurs à 2001, ne sont pas négligeables. Mais en réalité, le FN a privilégié les cantonales. Présent dans près de la moitié des cantons renouvelables, il fait 5,01 % (8,1 % dans les 1 020 cantons où il était en lice).

### « L'APRÈS LE PEN », SAISON 10

L'affaiblissement du FN provoque une dispersion militante et des regroupements à sa droite (MNR, Identitaires, Renouveau français...), mais aussi ce que certaines franges de l'extrême droite appellent des « nouvelles convergences » (Mouvement des damnés de l'impérialisme, Egalité et Réconciliation), voire la résurgence de groupuscules violents (les étudiants du RED, les néo-nazis de la Droite socialiste).

Dans l'optique de « l'après Le Pen », deux conceptions s'opposent au sein du FN : la première, défendue par Marine Le Pen et Louis Aliot, prône une homogénéisation du FN.

La seconde est avancée par Carl Lang, favorable à l'Union patriotique, à un « compromis national » permettant de recons-

truire un grand parti. Cette position rencontre un certain écho. Plus largement, à l'extrême droite, deux pôles se dessinent depuis 2007 :

- l'un autour d'Alain Soral (coopté au Comité Central par Le Pen au dernier congrès) et son association « Egalité et Réconciliation » qui rassemble des rescapés du courant nationaliste-révolutionnaire, d'ex-guards, des membres du FN, des islamistes militants et l'antisémite Dieudonné. Ce regroupement repose sur l'acceptation de l'immigration sur le sol national et vise à refonder, avec des jeunes « arabo-musulmans », un pacte national face aux dangers de dissolution dans le mondialisme. L'ennemi commun, c'est l'axe « américano-sioniste ». L'antisémitisme apparaît comme un élément de cohésion. Mais quel est le poids d'Alain Soral et de ses amis dans l'appareil frontiste et leur influence sur Marine Le Pen ?

- l'autre pôle se constitue autour de la revue Synthèse nationale portée par des anciens du PFN. S'y retrouvent des Identitaires, la revue Terre et Peuple, des membres d'Alsace d'Abord, de l'Œuvre Française et du MNR... Ils veulent inverser les flux migratoires et se déclarent adversaires du « national-cosmopolitisme » de Soral. Ils s'opposent à Marine Le Pen. L'essentiel de ces composantes se retrouve dans la Nouvelle Droite populaire (NDP).

### L'ED ET LES EUROPÉENNES

Ces rappels permettent de comprendre les affrontements actuels au sein du FN (les lepénistes contre Lang et ses amis). Cette scission « larvée » pourra-t-elle créer les conditions d'une « réorganisation » de l'extrême droite à l'approche de l'élection européenne, dans la perspective de 2012 ?

Tandis que les candidatures du MPF et de Dupont-Aignan (DLR) ont pour fonction de maintenir le FN à la marge, ce dernier a d'ores et déjà démarré sa campagne sur le thème « Non à l'Europe des banksters ».

### L'ED ET LA CRISE FINANCIÈRE

Le Pen, en décembre 2008, pense que « les électeurs vont remettre d'eux mêmes le FN sur le devant de la scène » car « la crise économique et sociale qui va considérablement fragiliser les équilibres de notre société [...] va aussi nécessairement affaiblir Sarkozy et la majorité UMP ».

Pour le FN « la seule réponse à la situation c'est la nation, c'est le cadre national, c'est la protection nationale ». Il semble de nouveau vouloir « occuper le terrain social », afin de ne pas le laisser aux frères ennemis Identitaires : de récents communiqués de presse en témoignent (soutien aux salariés de Renault, soutien aux salariés contre les licenciements en Seine-Maritime...).

Il est utile de se rappeler que cette « cacophonie » dans l'extrême droite française s'opère dans un contexte continental où les droites autoritaires et xénophobes, les nationalismes, voire des mouvements proprement fascistes, progressent (Italie, Suisse, Autriche, Pays scandinaves, Pays de l'Est). Tandis que racisme et antisémitisme (sous des formes plus ou moins violentes selon les pays) s'ancrent, de nouveau en Europe.

AGATHE (NPA GARD, CAN PROVISOIRE), ALEXANDRE (SECRÉTARIAT ANTI-FASCISTE LCR/ NPA PARIS), AYMERICK (SAF LCR/NPA MONTREUIL), CAYENNE (JCR-LCR 92 NORD /NPA), DAVID (LCR-DF 92 SUD/NPA), FRANÇOIS (LCR/NPA FINISTÈRE), FRÉMONT (SAF LCR/ NPA 92 SUD), GÉRARD (LCR/NPA ROUEN), HANNAH (SAF LCR/NPA MONTREUIL), LEGAYO (SAF LCR/NPA PARIS), LUCAS (LCR/NPA 94), NOVGOROD (SAF LCR/NPA 92 SUD), OLIVIER (LCR/NPA LILLE), SILOUANE (SAF LCR/NPA PARIS), YVES (NPA GARD)

## → LE MILITANT SYNDICAL, PILIER DU NPA À CONSTRUIRE

Dans la société capitaliste, le rapport de forces entre les classes se concrétise dans les institutions (État, Sécurité sociale, etc.) Ce rapport de forces général se projette dans le mouvement ouvrier dans le rapport de forces entre les bureaucraties réformistes et les militants anti-capitalistes. Le poids des institutions et des bureaucraties conditionne en partie la construction du mouvement social et du NPA.

### 1. LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME PASSE PAR UNE RUPTURE DANS LES PRATIQUES SOCIALES

Pour le militant du NPA salarié ou étudiant, se syndiquer est fondamental. Il ne s'agit d'idéaliser le syndicaliste mais de montrer qu'il est objectivement placé en situation d'apprentissage permanent d'une pratique démocratique et revendicative de masse. Cette pratique doit entrer en résonance avec une formation sur les acquis théoriques du mouvement ouvrier. Pour résumer, le militant syndical démocratique et revendicatif fait l'expérience quotidienne avec ses camarades de travail

du rapport de domination patronal. La réponse, que ce type de syndicaliste cherche à construire avec les travailleurs, se traduit par un partage quotidien de l'information, par une analyse collective de la situation et des possibilités d'agir, et à certains moments privilégiés par des décisions collectives d'action. A proximité des militants, les travailleurs savent souvent détecter et mesurer un éventuel écart entre un discours et une pratique qui prétend coller à leurs attentes. Aucun autre environnement ne permet à un grand nombre de militants de se forger dans l'adversité la conscience nécessaire à la construction d'organisations, syndicales ou politiques, indépendantes des institutions et des bureaucraties. C'est pourquoi, les syndicalistes doivent constituer la colonne vertébrale du NPA, non pas en tant que syndicalistes mais, comme militants porteurs d'une pratique sociale ancrée dans le quotidien des travailleurs et contrôlable par eux-mêmes.

### 2. NPA ET SYNDICATS

Les réticences à organiser les syndicalistes dans un parti sont compréhensibles au regard du bilan désastreux de l'histoire de la soumission de la CGT au PCF, la fin justifiant les moyens pour arriver à transformer la société, y compris au mépris de la démocratie dans les luttes. Le principe démocratique doit régir l'organisation des syndicalistes dans le NPA.

#### 2.1. Dans le mouvement social

En tant que syndicaliste, le militant du NPA ne doit jamais perdre de vue que les décisions syndicales doivent se prendre dans les structures (syndicat, UD, FD, etc.) car aucun raccourci n'existe dans la destruction du contrôle bureaucratique sur le mouvement social. Son développement nécessite d'affronter les bureaucraties syndicales dans les structures auxquelles ont adhéré une partie significative des travailleurs. Le militant du NPA doit être le meilleur défenseur du fonctionnement transparent et démocratique dans le syndicat comme dans l'AG des travailleurs qui a vocation à contrôler la lutte, notamment contre les manœuvres bureaucratiques. En étant exemplaire sur le respect du mandat syndical obtenu par le vote des travailleurs, le syndicaliste du NPA est beaucoup plus crédible pour exiger avec eux que les directions syndicales n'auto-limitent pas les luttes.

#### 2.2. Dans le NPA

Afin de mener efficacement ce combat, un syndicaliste doit pouvoir s'enrichir de l'expérience des autres camarades du NPA. Il faut en conséquence organiser l'échange et même la confrontation des points de vue. Ainsi, la structuration majoritairement locale du NPA doit être complétée par une organisation professionnelle et intersyndicale de ses militants d'entreprise. Ce lieu d'élaboration d'une orientation pour construire le mouvement social ne serait pas un « commandement général » alternatif aux structures bureaucratiques mais travaillerait à réunir les conditions de leur dépassement par la qualité de la réflexion sur les pratiques les plus efficaces pour construire le mouvement social. Dans un triangle rassemblant essentiellement des militants (et non pas des structures) de la CGT, de la FSU et de Solidaires, il est possible de travailler à l'émergence d'un syndicalisme de lutte. La synthèse des pratiques sociales diverses (de militants d'entreprise et dans la jeunesse, de militants associatifs, de chercheurs sur le mouvement social, etc.) doit servir de fil à plomb dans la construction du NPA. Le choix fait à cet égard déterminera la nature profonde du parti à construire.

### 3. PROPOSITIONS

#### 3.1. Créer des branches professionnelles

Pour équilibrer une structuration majoritairement locale, il faut organiser les syndicalistes dans le NPA par branches à la fois professionnelles et intersyndicales pour les aider à partager des informations fiables et récentes sur l'état du mouvement social dans leur profession et au-delà. Des rencontres interprofessionnelles doivent permettre de travailler à une synthèse du travail collectif. La richesse et la qualité des pratiques ainsi reconnues et intégrées à un niveau politique doivent aider le NPA à se prémunir contre diverses dérives : arrivisme et opportunisme, bureaucratisme mais aussi sectarisme radical et, à terme, clientélisme municipal.

#### 3.2. La question des mandats et des décharges

Il faudrait limiter à 9 ans maximum (un temps pour apprendre la fonction, un autre pour la remplir pleinement et un dernier pour former un remplaçant) la participation des militants du NPA à des mandats de représentation syndicale et/ou institutionnelle dès lors qu'elle implique un éloignement vis à vis du rapport de domination patronal. Un retour à une activité professionnelle, indispensable, doit être annoncé et préparé dès le début du mandat du militant en termes de parcours à la fois professionnel et politi-

que. L'exemplarité des militants du NPA, au niveau politique comme au niveau syndical, leur donnera la crédibilité nécessaire pour mener le combat sur cette norme démocratique en phase avec les potentialités du mouvement social.

COMITÉ NPA DE CHOISY LE ROI (94)

## → INTERVENTION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL ET POLITIQUE DANS LES SYNDICATS.

Les attaques que nous subissons suscitent la révolte - celle de la jeunesse grecque, celle des lycéens qui ont contraint Darcos à un premier recul - provisoire- celle des salariés - et des manifestations de plus en plus radicales, cherchant une issue vers un tous ensemble.

Mais, nulle part, on ne parvient à la convergence.

Certains, espèrent, regardent vers le NPA, lui demandant de lancer un appel pour débloquer la situation.

Notre nouveau parti est faible, son implantation dans le monde du travail peu profonde encore, il ne saurait palier aux carences des syndicats.

Ils annoncent une journée interprofessionnelles, le 29 janvier. Nous ferons tout pour qu'elle ne soit pas sans lendemain.

Ce constat mesure les responsabilités qui sont les nôtres dans le monde du travail.

### NOUS IMPLANTER SUR LES LIEUX DE TRAVAIL

L'entreprise, le service, sont le cœur de l'exploitation, de la lutte de classe quotidienne.

Notre parti doit se donner l'objectif d'y intervenir.

Le NPA nous offre les bases pour construire des groupes militants d'entreprises.

Ces groupes se dotent d'une presse, populaire, de bulletins d'entreprise réguliers pour combattre l'idéologie patronale.

L'éditorial hebdomadaire donne le point de vue du parti, unifie notre intervention politique dans le pays, les échos interviennent sur les problèmes quotidiens, au plus près des préoccupations des salariés. Il s'agit, non d'une presse syndicale - quasi inexistante - mais, partant du quotidien, de faire de la propagande anticapitaliste, de défendre nos perspectives socialistes.

Cette première tâche, primordiale, d'intervention du parti, ne saurait, pourtant, suffire.

Nous ne pouvons nous détourner des syndicats.

S'ils sont incapables, actuellement, de jouer leur rôle, nous devons nous demander comment intervenir pour changer les choses et reconstruire un syndicalisme de classe.

### RECONSTRUIRE UN SYNDICALISME DE CLASSE

Les rangs syndicaux sont très faibles. Les directions ne se soucient que de négocier les reculs, sous prétexte de sauver ce qui peut l'être.

En signant l'accord de "représentativité" avec le Medef, la CGT et de la CFDT espèrent devenir ses interlocutrices privilégiées et marginaliser les autres syndicats.

Nous ne saurions nous satisfaire de cette situation.

#### Redonner goût aux travailleurs de s'organiser

Les directions syndicales ont les mains libres en l'absence de bases nombreuses, combattives, capables d'imposer un autre cours.

Cette situation n'est pas irréversible.

Nous voyons des signes de changements : des jeunes s'organisent, créent des bases nouvelles, dans des secteurs très "durs" encore inorganisés, commerce, restauration, sans papiers.

La montée des luttes pousse à l'organisation et des nouveaux, jeunes ou moins jeunes, vont se tourner vers les syndicats, apporter un sang neuf.

La reconstruction se fera à la base.

Les militants du NPA sont partie prenante de ce renouveau.

Donnons l'objectif à tous nos camarades de rejoindre un syndicat, le renforcer dans leur boîte, branche professionnelle ou union locale.

Malgré les obstacles bureaucratiques, faisons vivre une nouvelle démocratie, donnons le goût aux travailleurs de se réunir et prendre en mains la direction des luttes et des syndicats. Pour discuter cette intervention, politique et syndicale, des moyens de s'organiser, nous aurons besoin de lieux de débat, de commissions régulières de mise en commun de nos expériences.

Nous devons engager le débat sur nos pratiques syndicales. Les changements des consciences imposent la révision des idées du passé.

Rendus méfiants par les politiques passées de partis faillis, qui avaient instrumentalisé les syndicats derrière des gouvernements anti ouvriers, certains militants syndicaux se censurent, craignent d'intervenir politiquement.

Mais la vraie menace, aujourd'hui, c'est que les syndicats deviennent des "courroies de transmission"... du patronat !

Le syndicat, c'est l'organisation large, regroupant tous les salariés, quels que soient leurs choix politiques.

Les révolutionnaires y militent dans le respect de la démocratie, des structures syndicales, sans imposer leurs idées.

Ce qui ne veut pas dire les taire !

Nous nous voulons les porte parole de la base militante, pour faire contre-poids aux appareils, reconstruire des organisations utiles aux travailleurs.

Face aux directions paralysées, ayant abdiqué du changement social, les militants anticapitalistes peuvent, seuls, proposer des perspectives, des objectifs de lutte.

Toute la situation pousse, non à l'apolitisme, mais à la maturation des consciences et pose à un niveau de masse la nécessité, la possibilité du changement social.

Nous postulons à prendre toute notre place dans le syndicat, à assumer des responsabilités à tous niveaux, sans nous censurer, sans cautionner les abandons des appareils.

L'initiative du 29 novembre, impulsée par des camarades de l'USTM va dans ce sens.

Une nouvelle démocratie, plus large

ces dernières années, chaque montée des luttes a vu la

création d'organisations dépassant l'étroitesse des rangs syndicaux : coordinations, comités interpro regroupant des militants politiques, syndicaux, associatifs, AG démocratiques des lycéens et étudiants.

La nouvelle montée des luttes mettra plus largement une telle perspective à l'ordre du jour.

Nous nous emparerons de toutes les occasions pour appeler à cette démocratie, faire élire des comités de luttes, de grève, permettant à tous, syndiqués ou non, de diriger, prendre le contrôle.

Ce sera un pas, le premier apprentissage vers le contrôle, la prise en mains par les travailleurs des entreprises, de la société.

Les changements de consciences à la base de la construction d'un parti ouvrier, mettent à l'ordre du jour la nécessité, la possibilité et les moyens de réimplanter les perspectives socialistes révolutionnaires dans le monde du travail, de reconstruire une conscience de classe.

COMITÉ NPA DE CHOISY LE ROI (94)

## → HANDICAPÉS : UNE QUESTION SOCIALE

Dans cette société, les handicapés sont en butte aux inégalités sociales et le handicap est une des principales causes de discrimination.

### 1-LE CHÔMAGE ET LA PRÉCARITÉ,

Les travailleurs du secteur ordinaire subissent de plein fouet l'aggravation des conditions de travail, l'intensification de l'exploitation (métallurgie, bâtiment). Nombre de travailleurs se retrouvent handicapés à vie ou atteints de maladies graves invalidantes.

Le taux de chômage de ces travailleurs est plus du double de celui des travailleurs valides. Les contrats aidés restent des contrats précaires. Le maintien dans l'emploi n'est pas la priorité des patrons. C'est au chômage et à la précarité que ces travailleurs sont condamnés.

Les quotas légaux d'embauche des handicapés ne sont pas respectés ni dans le privé, ni par l'Etat. Plus de 20 % des 100.000 entreprises d'au moins 20 salariés ne comptent aucun handicapé.

Le privé (Peugeot, les banques...) n'hésitent pas à faire appel à la main d'œuvre du secteur du travail dit « protégé » géré par les associations d'handicapés. 120.000 handicapés (15 % des travailleurs handicapés) aux salaires de misère travaillent dans ces vraies entreprises de sous-traitance que sont les Entreprises Adaptées (EA) ou les Etablissements et service d'aide par le travail (ESAT).

Dans les EA, le statut de salarié licenciable existe depuis la loi de février 2005. Comment rendre rentable une entreprise

adaptée qui a dans son effectif 80% de travailleurs handicapés ? On « dégraisse », on ferme, on reclasse en ESAT avec un salaire divisé par deux. Dans les centres de distribution de travail à Domicile (CTD) le travail à la pièce retrouve une nouvelle jeunesse.

**Maintien dans l'emploi, respect des quotas d'embauche. Interdiction des restructurations des EA, salaires à 1500 dans les EA et les ESAT.**

### 2-DES RESSOURCES EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ

La revalorisation des rentes de maladies professionnelles et des pensions d'invalidité sera en 2008 de 0,8%. L'allocation adultes handicapées (AAH) à taux maximum est de 652 alors que le seuil de pauvreté en Europe est de 800 par mois.

Le RSA handicapés qui vise à contraindre les handicapés à reprendre un travail précaire, sera à peine supérieur et change le mode de calcul de l'obligation d'emploi au profit des patrons.

Un travailleur en EA touche le SMIC maximum ou quelques euros au dessus. Un

travailleur en ESAT touche 55 % du SMIC au maximum.

La retraite moyenne d'un travailleur handicapé ayant eu une activité complète en travail protégé est de 500 .

**Revenus égaux à 1500 € net mensuel, hausse de 300 € de tous les minimums sociaux**

### 3-UN DROIT À LA SCOLARITÉ FORMEL

La généralisation de la fréquentation de l'école par les élèves en situation de handicap a permis de faire taire la colère des parents ne trouvant pas de structures adaptées permettant à leur enfant d'accéder à l'éducation. Cependant, même si l'accès à l'école se trouve de plus en plus possible, l'accès au savoir lui ne s'est pas amélioré et rien n'a été fait pour aller dans ce sens.

Le travail des Auxiliaires de Vie Scolaire (AVS) censées accompagner les enfants handicapés dans leur scolarité, du fait de leur carence en formation et de leur statut précaire, ne se résume qu'à assurer l'accessibilité des locaux et la survie à l'intérieur, alors qu'il pourrait être un véritable accompagnement éducatif et pédagogique. Les enseignants référents sont débordés et bien souvent ne connaissent les élèves qu'à travers la paperasserie administrative. Les enseignants sont eux mis en difficulté face aux divers handicaps du fait de la pauvreté de leur formation en la matière et du manque de soutien.

D'autre part, l'entrée des élèves en situation de handicap dans l'école met en lumière un dysfonctionnement récurrent de l'accès au savoir de manière générale. Celui-ci est lié à la non prise en compte des différences dans les rythmes d'acquisitions et dans les moyens d'y parvenir. Chaque élève devient handicapé dans sa scolarité dès lors qu'il n'entre pas dans le moule préparé par les programmes de l'éducation nationale. Or le programme d'accompagnement des élèves en difficulté est mis à mal avec la suppression progressive des RASED (réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) et la diminution de la disponibilité des enseignants mais aussi par la diminution des crédits alloués à la recherche.

L'éducation nationale est utilisée comme un moyen de sélection de la société capitaliste, il convient de rappeler que tant que cette situation n'aura pas changé, l'inégalité face à l'accès au savoir ne sera pas résolue.

**Titularisation massive et formation d'enseignants spécialisés, titularisation des AVS, formation à l'accompagnement, maintien et développement de l'action des RASED, multiplication des alternatives pour la scolarisation des enfants en situation de handicap afin d'offrir un parcours de formation réellement adapté, développement de la recherche en éducation.**

### 5- UNE SANTÉ ET UN ACCOMPAGNEMENT SOCIAL AU RABAIS

A la casse de l'hôpital public (loi Bachelot dite « patient, santé, territoire ») s'ajoute une réforme libérale des structures médico-sociales dont le principal objectif est la réduction des coûts. La création des Agences Régionales de Santé et la mise en place des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens obligeront les structures médico-sociales à être rentables. Déjà, les conventions collectives des salariés du secteur sont menacées.

Les remboursements, les menaces pesant sur l'ALD (affection longue durée), les franchises médicales, le forfait hospitalier et l'exclusion de la CMU complémentaire, touchent gravement les handicapés dans l'accès aux soins.

**Santé gratuite, pour un service public du médico-social.**

Le socialisme que nous voulons devra éliminer les discrimina-

tions dont sont victimes les handicapés, favoriser leur intégration sociale dans la cité, dans les collectifs ordinaires de travail, en finir avec les ghettos, avec l'exclusion.

COMMISSION HANDICAP

ANNABELLE (COMITÉ NPA CREUSE), FRÉDÉRIC (COMITÉ NPA MONTREUIL-OUEST), GILLES (COMITÉ NPA CRÉTEIL-BONNEUIL), JACQUES (COMITÉ NPA BORDEAUX-CENTRE), LESLIE (COMITÉ NPA PARIS 20), MARC (COMITÉ NPA PARIS 13), NATHALIE (COMITÉ NPA VILLENEUVE SAINT-GEORGES), PHILIPPE (COMITÉ NPA PARIS 13), PIERRE (COMITÉ NPA AVIGNON EXTRA MUROS), TONY (COMITÉ NPA LES LILAS 93)

## → POUR UN PARTI, PERSPECTIVE ANTICAPITALISTE À LA RÉVOLTE DES BANLIEUES

La révolte des banlieues de 2005 a été un révélateur des profondes inégalités creusées par les politiques patronales et gouvernementales dans ces quartiers depuis les ZUP et ZEP jusqu'aux plans Banlieue d'aujourd'hui...

Elle a rendu les banlieues visibles, le désarroi et la rage qui y existent, et pas seulement chez les jeunes, mais aussi la rupture, même mal formulée, avec des politiques de clientélisme et d'assistanat de gauche, et le rejet du mépris et la répression de droite.

Les Comités NPA s'investissent aujourd'hui dans les quartiers populaires, comme la LCR l'avait déjà fait dans certains quartiers par une intervention politique ou municipale. La concentration des attaques patronales de droite et de gauche y a entraîné, en plus des bas salaires et la précarité, le recul voire la disparition de services publics, de plus en plus d'emplois « aidés » par l'Etat et les communes, en particulier pour les jeunes des cités, la mise en place de dispositifs ZUS, ZFU...

Ces attaques ont fait de ces quartiers des lieux de relégation collective, de discriminations exacerbées, aggravées surtout depuis Sarkozy par une présence policière aux contrôles au faciès et bavures sans nombre...

Pour toutes ces raisons, nous voulons donner une réponse politique au révélateur qu'a été la révolte des banlieues.

## DES PERSPECTIVES DE MOBILISATION ET D'ORGANISATION

Les habitants des quartiers défavorisés sont d'abord victimes du chômage, des emplois au rabais, de l'exclusion, doublés de discriminations liées à l'origine et au lieu d'habitation.

Nous revendiquons qu'aucun revenu ne soit en dessous de 1600 € net, l'augmentation de tous les salaires de 300 €, de même que des embauches en CDI, de vrais emplois statutaires de l'Etat ou des communes, l'interdiction des licenciements et le remboursement des aides aux entreprises, bien souvent pour licencier...

Nous nous battons aussi pour la défense et le développement de vrais services publics, la fin de la cession de missions publiques à des associations aux emplois souvent précaires. Nous dénonçons les Zones Franches et d'autres dispositifs qui exonèrent et subventionnent les entreprises sans créer d'emplois.

Nous sommes opposés à l'ANRU, aux démolitions de HLM plus nombreuses que les reconstructions, souvent plus chères et faites sans concertation avec les habitants.

Toutes les attaques gouvernementales ont entraîné une politique de plus en plus répressive vis-à-vis des habitants. Nous exigeons le droit de vote des étrangers à toutes les élections, l'abrogation de toutes les lois liberticides, la suppression des corps de répression comme la BAC, le désarmement des polices municipales et la fin de l'impunité pour les policiers auteurs de violences. Que la police s'attaque à la délinquance en col blanc ! Les habitants aussi ont été capables, comme en 2005, de veiller eux-mêmes sur leurs quartiers. Contre la délinquance, il faut un vrai service public d'Education et des milliers d'emplois statutaires d'animateurs et de travailleurs sociaux.

Ces mesures et bien d'autres ne pourront être imposées que par la mobilisation des habitants autour d'une politique en rupture avec la gestion capitaliste du système et ses institutions.

## REGROUPER, DONNER LE GOÛT DE L'ACTION COLLECTIVE POUR LUTTER

Les problèmes les plus aigus dans les quartiers ont une origine sociale : le regroupement de populations pauvres et peu qualifiées issues de l'immigration, avec des habitants d'origine européenne dans les mêmes situations.

Ce qui entraîne une relégation raciale et culturelle, aggravée

pour les jeunes et surtout les jeunes filles. Nous luttons avec les associations antiracistes contre les discriminations raciales. La présence de nombreuses communautés africaines n'en fait pas des quartiers musulmans victimes d'islamophobie, mais des quartiers de pauvres où de nombreuses filles et femmes musulmanes ne veulent pas subir le poids de l'islam ni d'aucune religion en plus de leurs difficultés sociales.

Les habitants des quartiers sont pour la plupart des travailleurs des grandes villes ou zones industrielles. Juste après la révolte des banlieues, des centaines d'ouvriers issus de cités ont fait grève aux usines Citroën Aulnay pour leurs salaires et des embauches.

Le mouvement étudiant de 2006 contre le CPE a défendu l'amnistie des jeunes de banlieue emprisonnés, et l'abrogation de la Loi d'égalité des chances dont un volet instituait un service civil aux jeunes « récalcitrants ». Ce mouvement répondait ainsi à des problèmes posés par les émeutes de 2005.

Une perspective révolutionnaire est nécessaire à la révolte des banlieues, une réponse politique qui ne peut que regrouper par en bas toutes les énergies en rupture avec ce système, unir la classe des salarié-e-s.

## POUR UNE PERSPECTIVE ANTICAPITALISTE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

C'est d'une perspective de rupture, de lutte, de fierté populaire que les quartiers ont besoin. Dans certains quartiers, des militants du PC ou du PS à ses débuts offraient un cadre humain et politique pour se défendre, s'éduquer, s'organiser contre le capitalisme, même si c'était bien encadré et sur des bases nationalistes. Cette époque est finie.

Nous pouvons être les acteurs d'une reconstruction politique dans les quartiers populaires, riches de leur jeunesse, de leur cosmopolitisme, de leur insoumission, en même temps que premières victimes du capitalisme et des reculs successifs des politiques sociales et des idées de progrès.

Quel que soit le moyen, notre intervention politique directe est indispensable pour recréer des liens militants, réintroduire, actualiser les idées et l'expérience de la lutte du monde du travail dans les quartiers.

En organisant, en étant des animateurs de résistances avec ceux qui luttent au quotidien, nous pouvons y donner vie à un parti à la base, un parti populaire et révolutionnaire, lié aux expériences et luttés passées, pour l'émancipation démocratique de tous les opprimés.

CONTRIBUTION DU COMITÉ DE LORMONT (33)

## → CONTRIBUTION DU COMITÉ NPA DES LILAS (93)

### REMARQUES CONCERNANT LE TEXTE : PRINCIPES FONDATEURS :

Il y a selon nous des manques, concernant les OGM ou la police, par exemple. Nous espérons que cela fera partie des enrichissements ultérieurs du texte. Par ailleurs le fait de se focaliser sur les grands moyens de productions fait débat

Remarques concernant le texte sur les statuts :

Chapitre 2 :

Nous nous posons des questions concernant les règles établissant le temps partiel et la rémunération des permanent-e-s du NPA. Sur quelle convention seront-elles/ils rattaché-e-s ? Il faudra être vigilant-e-s et s'assurer que la grille salariale corresponde bien aux valeurs du NPA et que les salaires soient équitables.

Chapitre 3 :

Nous avons des interrogations en ce qui concerne la structuration : quelle autonomie pour les comités ? Où se situent les comités dans le parti ? Nous souhaiterions qu'un organigramme soit produit pour justement pouvoir se positionner. Qui valide (et comment) les coordinations régionales, les comités locaux ?

Que deviennent nos questions et nos réflexions une fois nos réunions terminées ? Comment sommes nous utiles et reconnu-e-s, voire valorisé-e-s ?

Chapitre 4 :

Conscient-e-s de la force de proposition et de la réactivité de la jeunesse, nombre de questions se posent néanmoins sur le fait qu'un groupe « jeunes » se soit constitué au sein du NPA. Les préoccupations des sympathisant-e-s, quel que soit l'âge, le sexe, la religion ou la provenance, sont identiques. Nous militons et défendons les mêmes choses, avec chacun nos spécificités. Il ne faudrait pas séparer les « couches » sociales

qui composent le mouvement, et surtout éviter de tomber dans une sorte de discrimination. Nous devons être capables de créer des passerelles entre les groupes, d'avoir des mots d'ordre communs, même si la manifestation sur le terrain peut différer dans la méthode. Le mouvement du NPA se veut intergénérationnel. A nous de trouver un mode de fonctionnement permettant à tout le monde d'y trouver sa place.

Chapitre 6 :

Nous préconisons que la cotisation comprenne l'abonnement au journal hebdomadaire du NPA.

Chapitre 7 :

Une fois de plus il est repris dans les textes que les jeunes sont une des préoccupations majeures du parti. Ne pas oublier que dans les combats, il y a aussi ceux de l'écologie, de la parité, de l'identité sexuelle, du féminisme, etc. Derrière chacun de ces termes, il y a de l'humain. Notre combat serait de protéger l'épanouissement de chacun, dans une société égalitaire, débarrassée des contraintes capitalistes, mais qui accepte toute les catégories sociales en son sein.

## REMARQUES SUR LE TEXTE CONCERNANT LES EUROPEENNES :

Il en est ressorti une incompréhension sur le rôle, ce texte est-il uniquement stratégique ou pose-t-il les bases de notre programme pour les élections européennes? Il apparaît que si ce texte devait servir de base programmatique pour les européennes il serait bien creux.

Par exemple, le texte est très succinct et simpliste en ce qui concerne l'écologie, les mesures proposées sont vagues et peu pertinentes (l'agriculture paysanne et la pêche artisanale sont-elles réalistes de nos jours?).

## → CONTRE LE DIRIGISME

Le capitalisme est essentiellement un régime de domination et doit être combattu à ce titre. L'exploitation capitaliste s'est appuyée historiquement sur des rapports de domination qui lui ont préexisté. Cette exploitation est la conséquence nécessaire parmi d'autres de toute relation d'asservissement ; elle est elle-même un asservissement. Marx ajoute à ce constat banal le fait que dans sa forme capitaliste cette exploitation s'inscrit dans un processus continu d'auto-renforcement auquel un terme est supposément donné par une ultime crise. Cette crise annoncerait l'effondrement final du capitalisme et, de façon « dialectique », son « renversement » par la classe ouvrière. On peut souscrire à l'idée que l'exploitation est prise dans un mouvement inexorable d'aggravation à l'intérieur de phases plus ou moins longues, mais on a vu maintes fois dans l'histoire comment le capitalisme a survécu aux crises les plus terribles. L'illusion selon laquelle l'insurrection viendrait nécessairement est maintenant reconnue, de sorte que l'initiative stratégique et créatrice s'impose et exige selon nous d'intégrer des aspects de la critique marxiste et libertaire trop souvent relégués au second plan.

L'« entreprise » et ce qu'on appelle l'Etat se structurent selon une **bureaucratie**. Cette bureaucratie consiste d'une part à imposer une orientation déterminée aux activités sociales, ce qui induit une forme de passivité chez ceux qui ne peuvent en effet que l'accepter, sauf à encourir l'emprisonnement ou la misère. Et d'autre part, de façon simultanée, elle implique la séparation des individus entre eux puisqu'il leur est refusé, dans ce cadre, toute concertation et toute délibération possibles à l'endroit des enjeux relatifs à leur activité. **Subordination et séparation**, donc, caractérisent cette bureaucratie, laquelle, disions-nous, constitue le trait organisationnel commun de l'Etat et de la production.

Les hommes ne communiquant pas directement entre eux sur les questions qui engagent pourtant leur existence, ne participant pas collectivement à l'élaboration des fins dont cette existence dépend, il en découle une certaine insignifiance à vivre ensemble, une incapacité pour l'individu à s'approprier comme membre d'une collectivité, et une perplexité proprement paralysante et de nature à déresponsabiliser vis-à-vis d'une société qu'ils construisent au seul titre d'exécutant. Ainsi toute figure d'ensemble de la société tend à se dérober aux yeux de l'individu séparé et la collectivité où il s'insère n'existe plus que par procuration et à la faveur d'entités résolument abstraites : « nation », « français », « catégories sociales », « citoyens » et par l'intermédiaire d'organe parlant ou/et agissant en son nom : « état », « leader », « parti traditionnel », etc. L'expérience d'autrui s'opère dès lors presque exclusivement dans le cadre confiné

des relations affinitaires.

**L'individualisme** souvent interprété comme le mode de vie auquel nous aurions adhéré du fait d'une sorte d'égoïsme originaire ou parce que nous aurions été gagnés par la propagande de la société d'abondance sur les vertus consuméristes du confort et du bien-être personnels, procède en fait largement de la séparation qu'exige l'organisation bureaucratique de la société. Enfonçons le clou : cette séparation est indissociablement liée à la subordination dans la mesure où à l'instar de celle-ci, elle manifeste l'intention de réduire le « collectif » à l'impuissance, elle témoigne de la volonté de lui confisquer toute initiative qui ne s'ordonne aux intérêts des dominants. Pour le dire autrement, la forme bureaucratique d'organisation encourage l'atomisation des collectifs où chaque atome individuel est conduit à développer une attitude contemplative, assujéti qu'il est aux injonctions unilatérales des dirigeants. Le sentiment d'illégitimité à exercer le pouvoir que la classe dominante est parvenue à distiller dans l'esprit de beaucoup d'entre nous (« travailleurs » et « citoyens »), cela d'une façon qui redouble idéologiquement sa domination réelle, doit être à mon sens radicalement combattu. Or l'insuffisance de la critique de l'Etat dans les principes fondateurs et l'affirmation de la nécessité d' « instances dirigeantes » ou de « véritables directions » (cf. principes fondateurs et statuts) enferme une concession dramatique à l'égard de l'autorité. La bureaucratie, ce n'est pas seulement le pouvoir s'exerçant sans « contrôle », c'est la pratique du pouvoir confisquée au peuple, du point de vue de laquelle le contrôle en question constitue le « minimum syndical ».

L'adhésion populaire à l'idée selon laquelle l'Etat ou la bureaucratie serait nécessaire ne tient pas seulement à l'intoxication idéologique des médias et des intellectuels mais repose justement sur la séparation et la subordination qui entretiennent l'individu dans son impuissance en tant qu'individu en même temps qu'elles le privent de toute initiative réelle. Une si exhaustive dépossession, concrète et matérielle d'abord, puis idéologiquement soutenue par les philosophies de la démocratie représentative et de l'élitisme plébéen ou technocratique, constitue la base d'une délégation de pouvoir dès lors perçue comme « raisonnable ». La militarisation du travail de Trotski et la doctrine léniniste du parti unique, conçus comme provisoires – et elle devait l'être sincèrement en leur esprit – a en définitive rendu le peuple suffisamment apathique pour que ce dernier n'oppose aucune espèce de résistance autre que cynique à Staline, au stalinisme, au dirigisme devenu absolu.

Défendre un parti sans « instances dirigeantes », ce n'est assurément pas défendre un type d'organisation sans stratégie unitaire ou dépourvue de toute cohérence d'ensemble, c'est vouloir que celles-ci procèdent d'en bas, de l'ensemble des comités de base. Ce genre d'organisation a besoin d'une « instance centrale de coordination » et d'une ligne politique claire (révolutionnaire et anti-bureaucratique, ce serait bienvenu!). Cela implique que l'ensemble des comités devront progressivement se positionner sur l'ensemble des questions sociales et politiques que pose notre société et ce afin de fournir un cadre balisé destiné à assurer le caractère démocratique (collectif en somme!) de l'action de cette instance et indiquant suffisamment précisément sa marge d'initiative (participation aux manifestations hexagonales, signatures de textes politiques, prises de position publiques, etc.). Ainsi une telle instance n'aurait pas besoin de compter dans ses rangs quelque interprète virtuose doté d'un on-ne-sait-quel génie stratégique « hors du commun ». Ceci implique une chose qui déplaira : cette instance ne pourra prendre officiellement position ou parler au nom de la collectivité sur des sujets que celle-ci n'aura pas appréhendés auparavant ; l'instance ne pourra le faire sans consulter la collectivité des membres du parti.

**Il nous a semblé à la lecture des différents textes de fondation que l'analyse éludait presque toujours les dimensions liberticides du capitalisme en faveur d'une hyper lucidité déployée à propos de son caractère économique inégalitaire. Pour une part, cette manière de voir suscite l'adhésion parce qu'elle repose sur les évidences véhiculées largement par la culture politique dominante ainsi que sur un type d'individu « reflétant » jusqu'à un certain point et provisoirement (du moins faut-il y travailler) le fonctionnement social. Pour une autre, cette vision est conçue soit comme une « rupture » avec la pensée hégémonique, soit comme un pragmatisme dirigé contre la pureté idéologique de quelques utopistes. Ce pragmatisme est exemplairement signifié par la notion de « transition ». Nous pensons que si nécessaire que soit la transition en question, elle devra être d'une autre nature que celle « dirigiste » adoptée.**

COMITÉ PARIS 18ÈME, GOUTTE D'OR/CHÂTEAU ROUGE/BARBÈS

## → CONTRIBUTION COLLECTIVE DU COMITÉ D'ARRAS

6

Construire le NPA c'est construire un parti réellement nouveau qui ne soit pas une LCR bis. Construire un parti de masse prend du temps, des questions essentielles ne sont pas posées et ne peuvent pas l'être actuellement dans le cadre du congrès fondateur. Il n'y a pas, par exemple, de carte d'identité du nouveau parti, ni une véritable stratégie.

Pour prendre le temps d'approfondir ces questions et pour que tout le monde puisse s'en emparer, il faut rapidement un nouveau congrès, dans un an environ. Le deuxième congrès est plus important que le premier, qui est essentiellement un congrès de fondation, parce qu'il serait déjà un congrès de construction, le bilan de ce qui a été construit après janvier 2009 comme base concrète des constructions à venir.

## → LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE ET LA BIODIVERSITÉ.

*« Tout progrès de l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller le travailleur, mais aussi dans l'art de piller le sol ; tout progrès dans l'accroissement de sa fertilité pour un laps de temps donné est en même un progrès de la ruine des sources durables de cette fertilité. Plus un pays, comme par exemple les Etats-Unis d'Amérique, part de la grande industrie comme arrière-plan de son développement et plus ce processus de destruction est rapide. Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives d'où jaillissent toute richesse : la terre et le travailleur. »*

Karl Marx, en conclusion du premier livre du Capital... en 1867.

La biodiversité constitue un élément fondamental des équilibres naturels. C'est elle qui permet sur l'ensemble de la planète à la vie de se développer, à l'écosystème de perdurer et à l'humanité de subsister. Tous nos biens matériels et toutes nos ressources alimentaires proviennent de l'écosystème, dont le bon fonctionnement et la robustesse ne peuvent être garantis que par le maintien de la diversité biologique des organismes qui le composent. La biodiversité peut s'exprimer à l'échelle de la diversité des espèces sauvages et des variétés domestiques, ou à l'échelle de la diversité génétique de leurs populations.

Elle agit comme un réservoir et une garantie des possibilités futures de la production des richesses. Sans elle, pas d'avenir pour l'humanité.

Pourtant, les ravages de la société capitaliste se font sentir également dans ce domaine. Avec l'industrialisation, l'artificialisation agricole et l'urbanisation des territoires évoluant suivant les chaotiques critères de la rentabilité et du profit, hors tout contrôle démocratique de l'organisation de la production et de prise en compte des critères sociaux et écologiques, c'est une crise de la biodiversité sans précédent qui s'abat. En seulement quelques décennies, les espaces naturels ont régressé et ont été morcelés de façon drastique. Le rythme naturel de disparition des espèces, que le long mécanisme de l'évolution permet de compenser avec l'apparition de nouvelles, a été multiplié par un facteur évalué de 100 à 1000 et se traduit par l'extinction annuelle de milliers d'espèces sauvages. Près d'un tiers des animaux vertébrés ont disparu ou sont menacés de l'être, comme un tiers des végétaux l'est à l'horizon de la moitié du 21ème siècle. Dans le domaine agricole, la plus grande partie de la biodiversité domestique a disparu. Les variétés végétales et leur diversité génétique, obtenues par un processus millénaire de sélection et d'adaptation à leur environnement naturel local, ont laissé la place à la diffusion mondialisée des semences appauvries des trusts de l'agroalimentaire, Monsanto en tête. Enfin, 70% des stocks mondiaux de poisson sont surexploités par la pêche industrielle et sont désormais incapables de se renouveler.

Le renversement de cette tendance est un défi majeur du 21ème siècle pour l'humanité, qui fait écho à l'enjeu politique de la construction du Nouveau Parti Anticapitaliste. Les politiques de régulation notamment à l'œuvre en France témoignent de l'incapacité à enrayer la crise, et de l'impossibilité de faire prospérer un capitalisme respectueux des écosystèmes et de leur diversité. Les politiques publiques de protection de la nature, menées depuis 30 ans avec des moyens matériels et de connaissance très faibles, misant principalement sur la législation et la conduite d'actions localisées de conservation, n'ont pas permis d'enrayer le déclin de la biodiversité dans l'ensemble du territoire. Le paradoxe du postulat de la possible régulation du capitalisme a même amené dans la dernière décennie le développement d'un secteur privé de l'expertise de la biodiversité, où la logique de profit fait disputer le clien-

télisme à la qualité vers le bas des études.

En effet, comment mettre en balance la nécessité de protéger la faune et la flore avec la construction des autoroutes, dans un système où le moteur politique et les motifs qui poussent à l'aménagement du territoire tiennent dans le profit des grandes entreprises du BTP, Bouygues et consorts ?

Comment remettre en question un modèle agricole destructeur sans s'en prendre frontalement aux trusts agroalimentaires et aux syndicats patronaux du secteur ?

Comment sortir de cette crise sans, à la base, l'organisation de la production des richesses menée de façon démocratique, avec la prise en compte des critères écologiques et des critères sociaux ? Comment sortir de cette crise sans remettre en cause le principe même de l'économie de marché qui oppose les profits à l'humanité et à la nature, la rapidité des rythmes économiques spéculatifs à la lenteur des cycles de la Terre ? Enfin, comment enrayer la crise de la biodiversité sans placer le combat pour sa sauvegarde au centre de la lutte globale pour l'émancipation humaine, et comment envisager celle-ci sans la prise en compte des conditions à long terme de son épanouissement ?

La conservation de la biodiversité, loin d'être un conservatisme politique, demeure l'un des sauts du progrès civilisateur que le combat pour un socialisme du 21ème siècle devra accomplir. L'enjeu est double pour le Nouveau Parti Anticapitaliste que nous souhaitons construire.

Sur le terrain de la réorganisation de la société, il s'agit de se battre pour que la biodiversité constitue une contrainte de fait de l'économie, au même titre que nous considérons déjà que la dimension sociale doit nécessairement hiérarchiser les choix d'orientation de la production, à l'inverse du système libéral où l'économie s'autonomise et où les profits privés constituent le sommet de la pyramide des subordinations. La lutte des classes pour l'appropriation sociale de la machine économique tient évidemment lieu de nœud des possibles dans ce domaine.

En termes immédiats, des éléments de revendication spécifiques peuvent de plus être défendus.

La conquête et la construction d'un service public unifié de la biodiversité doit permettre de combler la lacune actuelle et peut constituer une première étape. Ce service doit avoir pour tâche la documentation et le suivi permanent de la biodiversité dans nos territoires, et la possibilité de rendre une expertise réelle, transparente, et indépendante, de l'impact des politiques d'aménagement, industrielles et agricoles. Parallèlement, des moyens massifs doivent être affectés à l'éducation et la recherche dans le domaine de la biodiversité, là où les domaines de connaissance liés à des secteurs jugés « rentables » ont pris le pas. Les moyens de la protection de la nature ne deviennent pas alors synonymes simplement d'enveloppes et de budgets accordés à des structures gestionnaires et pour des actions ponctuelles, mais synonymes de contraintes indépassables pour encadrer à la base les choix économiques, et de moyens de connaissance pour que ces choix soient démocratiques, rationnels et non technocratiques. La conversion du modèle agricole avec la généralisation d'un modèle biologique et paysan, la remise à plat des logiques d'urbanisation et l'abandon des certaines productions industrielles seraient les premières traductions d'une telle politique.

Sur le terrain des consciences, la tâche immense des révolutionnaires doit être celle de conduire une révolution culturelle, dans la population mais également dans nos tendances politiques. La promotion populaire et la défense de la culture naturaliste doivent être l'une des tâches de l'offensive culturelle dont nous avons la responsabilité. L'intégration de la biodiversité comme critère élémentaire de nos choix économiques et politiques, suppose un niveau de conscience qui permet de placer le postulat du long terme et de l'imperceptible au niveau du choix immédiat, et le rapport d'appartenance à la planète comme indissociable du sentiment de classe dont nous faisons la promotion. La formulation semblera surprenante, mais nous devons défendre et promouvoir l'idée matérialiste que les travailleuses et les travailleurs sont également des mammifères, en laissant aux bourgeoisies la conception culturelle d'une nature humaine fondée sur l'exception et l'essence divine.

Le nouveau parti anticapitaliste doit donc être un parti de classe, pour l'émancipation sociale et la planète, en considérant les deux facettes constitutives de chacun des membres du camp qu'il entend représenter : son statut social par rapport au travail, et son statut faunique par rapport à la biodiversité.

(COMITÉ MONTREUIL EST)

## → LE NPA ET LA CRISE DE LA BIODIVERSITÉ.

La biodiversité constitue un élément fondamental des équilibres naturels. C'est elle qui permet sur l'ensemble de la planète à la vie de se développer, à l'écosystème et à l'humanité de perdurer. Tous nos biens matériels et toutes nos ressources alimentaires proviennent de l'écosystème, dont le bon fonctionnement et la robustesse ne peuvent être garantis que par le maintien de la diversité biologique des organismes qui le composent. La biodiversité peut s'exprimer à l'échelle de la diversité des espèces sauvages et des variétés domestiques. Elle agit comme un réservoir et une garantie des possibilités futures de la production des richesses. Sans elle pas d'avenir ! Pourtant avec l'industrialisation, l'artificialisation agricole et l'urbanisation des territoires évoluant suivant les chaotiques critères capitalistes de la rentabilité et du profit, c'est une crise sans précédent qui s'abat. En seulement quelques décennies, les espaces naturels ont régressé de façon drastique. Le rythme naturel de disparition des espèces, que le long mécanisme de l'évolution permet de compenser avec l'apparition de nouvelles, a été multiplié par un facteur évalué de 100 à 1000 et se traduit par l'extinction annuelle de milliers d'espèces sauvages. Près d'un tiers des animaux vertébrés ont disparu ou sont menacés de l'être, comme un tiers des végétaux l'est à l'horizon de la moitié du 21ème siècle. Dans le domaine agricole, la plus grande partie de la biodiversité domestique a disparu. Les variétés végétales et leur diversité génétique, obtenue par un processus millénaire de sélection et d'adaptation à leur environnement naturel local, ont laissé la place à la diffusion mondialisée des semences appauvries des trusts de l'agroalimentaire. Enfin, 70% des stocks mondiaux de poisson sont surexploités par la pêche industrielle et sont désormais incapables de se renouveler.

Les politiques régulatrices témoignent de leur incapacité à enrayer la crise, et de l'impossibilité de faire prospérer un capitalisme respectueux des écosystèmes et de leur diversité. Les politiques publiques de protection de la nature, menées depuis 30 ans avec des moyens matériels et de connaissance très faibles, misant principalement sur la législation et la conduite d'actions localisées de conservation, n'ont pas permis d'enrayer le déclin de la biodiversité.

La conservation de la biodiversité, loin d'être un conservatisme politique, demeure l'un des sauts du progrès civilisateur que le combat pour un socialisme du 21ème siècle devra accomplir. En effet, comment mettre en balance la nécessité de protéger la faune et la flore avec la construction des autoroutes, dans un système où le moteur politique et les motifs qui poussent à l'aménagement du territoire tiennent dans le profit des grandes entreprises du BTP ? Comment remettre en question un modèle agricole destructeur sans s'en prendre frontalement aux trusts agroalimentaires et aux syndicats patronaux du secteur ? Comment sortir de cette crise sans, à la base, l'organisation de la production des richesses menée de façon démocratique, avec la prise en compte des critères écologiques et des critères sociaux ? Comment sortir de cette crise sans remettre en cause le principe même de l'économie de marché qui oppose les profits à l'humanité et à la nature, la rapidité des rythmes économiques spéculatifs à la lenteur des cycles de la Terre ?

Enfin, comment enrayer la crise de la biodiversité sans placer le combat pour sa sauvegarde au centre de la lutte globale pour l'émancipation humaine, et comment envisager celle-ci sans la prise en compte des conditions à long terme de son épanouissement ?

Il s'agit de se battre pour que la biodiversité constitue une contrainte démocratique de fait de l'économie. De façon transitoire et pour combler la lacune actuelle, la conquête d'un service public unifié de la biodiversité doit être menée. Ce service aurait pour tâche la documentation et le suivi permanent de la biodiversité, la possibilité de rendre une expertise réelle, transparente, et indépendante de l'impact des politiques d'aménagement, industrielles et agricoles. Parallèlement, des moyens massifs doivent être affectés à l'éducation et la recherche. Les moyens de la protection de la nature ne deviennent pas alors synonymes simplement d'enveloppes et de budgets accordés à des structures gestionnaires et pour des actions ponctuelles, mais synonymes de contraintes indépassables pour encadrer à la base les choix économiques, et de moyens de connaissance pour que ces choix soient démocratiques, rationnels et non technocratiques. La conversion du modèle agricole vers un modèle biologique et paysan, la remise à plat des logiques d'urbanisation et l'abandon des certaines productions industrielles seraient les premières traductions d'une telle politique.

Sur le terrain des consciences il faut conduire une offensive culturelle, dans la population mais également dans nos

tendances politiques, qui place au cœur la promotion et la défense de la culture naturaliste. L'intégration de la biodiversité comme critère élémentaire de nos choix économiques et politiques, suppose un niveau de conscience qui permet de placer le postulat du long terme et de l'imperceptible au niveau du choix immédiat, et le rapport d'appartenance à la planète comme indissociable du sentiment de classe. Nous devons défendre et promouvoir l'idée matérialiste que les travailleuses et les travailleurs sont également des mammifères, en laissant aux bourgeoisies la conception d'une nature humaine fondée sur l'exception et l'essence divine.

Le nouveau parti anticapitaliste doit donc être un parti de classe, pour l'émancipation sociale et pour la planète, en considérant les deux facettes constitutives de chacun des membres du camp qu'il entend représenter : son statut social par rapport au travail, et son statut faunistique dans l'écosystème.

*CONTRIBUTION PROPOSÉE PAR LES COMITÉ NPA MONTREUIL-NORD-EST  
ET MONTREUIL-EAU*

## → POUR UN PARTI ANTICAPITALISTE, RÉVOLUTIONNAIRE ET COMMUNISTE

Militants du collectif NPA de Mont-Saint-Aignan (université LSH), nous tenons à afficher clairement notre identité, nos souhaits pour ce nouveau parti et, par là même, pour la société que nous voulons.

C'est pourquoi nous revendiquons d'être anti-capitalistes, révolutionnaires et communistes.

Anti-capitalistes parce que nous estimons que l'épanouissement de chacun et de tous ne peut passer que par une remise en cause à la racine du système économique, politique et idéologique qu'est le capitalisme. C'est pourquoi nous sommes déterminés à combattre pour sa disparition. Ce combat passe selon nous par une lutte au quotidien contre tous les traits du capitalisme s'insinuant dans nos vies : exploitation, aliénation, course au profit, marchandisation généralisée, sacrifice de vies humaines, destruction de l'environnement, imposition en tous lieux (notamment par les médias et par l'école) de l'idéologie dominante au service de la classe dominante.

Révolutionnaires parce que nous sommes persuadés que ce combat anti-capitaliste ne peut avoir comme objectif et comme moyen qu'une révolution. Il suppose une lutte, au quotidien, de toutes les classes exploitées, et en premier lieu du prolétariat, c'est-à-dire des travailleurs salariés placés directement sous le joug du capitalisme (ouvriers, employés, chômeurs, précaires...), contre la classe dominante, celle qui détient à la fois les moyens de production, au niveau économique, et les moyens d'inculcation, au niveau idéologique. Notre lutte pour le renversement du capitalisme suppose nécessairement de poser la question de la prise de pouvoir, par et pour les exploités et les opprimés. De ce point de vue, nous assumons le nécessaire recours à la violence. Car en système capitaliste la violence est partout, dans nos métropoles, dans l'architecture de nos immeubles, dans les arrestations arbitraires, dans les usines et sur les trottoirs, et à l'échelle de la planète dans la misère et la mort de populations entières. La violence est dans le profit, dans le mensonge de la société du spectacle et de la rentabilité. La violence est dans la pollution. La violence est dans les caméras qui nous épient, dans les techniques biométriques, dans les puces RFID, dans le contrôle policier et social permanent. Elle est dans l'État dominant au service de la classe dominante. Et nous entendons effacer cette violence par la révolution : la force sera nécessaire pour déloger cette classe.

Communistes parce que nous voulons une société qui ne soit plus dominée par l'exploitation de l'homme par l'homme, permise par le salariat et la propriété privée des moyens de production. Nous voulons d'une société juste, humaine, libérant du temps pour l'épanouissement individuel et collectif, une société fondée sur l'appropriation collective des moyens de production, une société qui suppose le dépérissement de l'Etat et finalement sa disparition. Nous sommes communistes parce que nous voulons une mise en commun des biens, des idées mais aussi des émotions, détruisant les hiérarchies que créent le salariat et la propriété privée aliénante.

A l'heure où précisément l'idéologie dominante entend nous expliquer qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme, plus de classes sociales, pas de révolution possible, qui veut confondre le communisme avec le stalinisme et les pires formes de

totalitarisme, il nous semble essentiel, en tant que révolutionnaires, de n'avoir peur ni des mots ni de nos idées. Il nous importe donc que le futur Parti anticapitaliste affiche clairement, dans son programme et ses luttes de tous les jours, cette triple identité : anti-capitaliste, révolutionnaire et communiste.

Nous attendons de ce parti qu'il intervienne dans les luttes, grâce à l'auto-organisation (assemblées générales, comités de grève, collectifs), grâce à la convergence de ces luttes, contre tous ceux qui veulent les disperser, les cloisonner, et finalement les trahir, comme le font actuellement les directions syndicales. Ce combat contre les appareils qui collaborent avec la classe dominante et ses représentants au pouvoir nous paraît essentiel.

Nous attendons de ce parti qu'il encourage et soutienne toutes formes d'expériences alternatives, lieux de production de contre-culture et de pensée politique, qui peuvent être autant de violences faites au capitalisme. Elles prouvent que d'autres modes de vie sont possibles.

Nous voulons enfin d'un parti organisé sur la base d'un programme d'action clair, un programme de transition qui pose toujours la perspective du pouvoir pour la satisfaction des revendications qu'il met en avant, donc un programme sans ambiguïté révolutionnaire, un parti indépendant de toutes les organisations défendant les intérêts de la classe dominante, même lorsqu'elles se proclament « socialiste » ou « de gauche ».

*PROPOSITIONS DU COLLECTIF NPA ROUEN-MONT-SAINT-AIGNAN*

## → MENER CAMPAGNE POUR UN PARTI ANTICAPITALISTE, UN PARTI DES TRAVAILLEURS

La campagne pour le NPA, un parti anticapitaliste des travailleurs, trouve un très large écho avec la révolte de la jeunesse, les luttes contre les licenciements et les suppressions de postes, les luttes massives en Grèce. Ces mobilisations montrent le chemin de l'avenir, le refus de se résigner, parce qu'il n'y a pas une fatalité des lois économiques. Et une nouvelle conscience s'approfondit sur le fait que le capitalisme est en faillite, que les maîtres du monde ne visent qu'à sauver leur classe, la bourgeoisie, en faisant payer la crise aux travailleurs. L'idée qu'il n'y a pas d'issue à cette crise sans fin si on ne s'attaque pas aux intérêts des classes dominantes gagne de plus en plus de terrain.

La conscience grandit aussi que la révolte a besoin de s'organiser, d'unir ses forces pour la convergence des luttes, parce qu'elles seules peuvent changer le rapport de force pour imposer les mesures d'urgence.

En construisant le NPA, nous voulons que notre parti aide ces évolutions de conscience à aller au bout d'elles-mêmes en discutant explicitement de la nécessité d'un parti révolutionnaire. Bien des militants de gauche et des syndicats, engagés dans les mobilisations, écœurés ou déboussolés par leurs directions, sont ouverts à cette discussion : que signifie concrètement la rupture avec le capitalisme, la contestation de la propriété privée des moyens de production et des Etats qui la défendent, qu'est-ce que serait le pouvoir des travailleurs, la conquête de la démocratie par et pour tous... De même, avec les autres courants révolutionnaires, nous voulons discuter la nécessaire unité de nos forces dans un cadre démocratique. Vis-à-vis de ces militants, comme des travailleurs et de la jeunesse, nous voulons mener largement campagne autour de cette perspective d'un parti des travailleurs, pour la transformation révolutionnaire de la société, parce que nous avons besoin d'un instrument pour l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes face à cette société d'exploitation.

Mener cette campagne est un facteur d'unité pour construire des fronts de lutte en faisant vivre la démocratie pour que les salariés et les jeunes prennent leurs affaires en main, démocratie qui donne la légitimité de contester le pouvoir des patrons et des institutions, pour aller demain vers le pouvoir des travailleurs.

Ce 1er congrès est déterminant pour mobiliser largement et permettre à tous celles et ceux qui le veulent de prendre leur carte de membres fondateurs, de participer aux débats et aux initiatives, sans élitisme militant, de militer ensemble à égalité. Ce processus ne fait que commencer, parce que ce parti n'est pas une fin en soi et qu'il se transformera sous les effets mêmes des progrès de la lutte des classes. C'est là que le parti construit son assise démocratique, sur la réalité humaine, sociale, militante de milliers de camarades qui donne un contenu réel, pratique, à la perspective d'une transformation démocratique et révolutionnaire pour le socialisme.

FRANÇOIS (COMITÉ MÉRIGNAC - 33)

## → LA LCR DANS LE PROCESSUS CONSTITUANT

Pas le temps de revenir longuement en si peu de place sur l'originalité de ce que nous faisons actuellement. En quelques mots, dans la plupart des pays européens, c'est par la recombinaison et le rapprochement de différents courants politiques nationaux organisés que de nouvelles organisations anticapitalistes se sont construites depuis une grosse décennie. En France, c'est la seule LCR, par la position privilégiée occupée à la faveur d'une campagne présidentielle réussie, qui a lancé un appel large à la construction d'une telle force, convaincue non seulement de la nécessité mais de la possibilité d'avancer en ce sens rapidement. Dès lors, pour ne pas trahir l'esprit du processus constituant indispensable à la réussite du projet, il a fallu du côté de la LCR se garder de défendre tout « esprit de chapelle ».

Dès la première phase de construction du NPA, la LCR n'a pas travaillé comme une fraction. Elle n'a pas cherché à transposer certains débats internes dans le cadre du NPA, et surtout n'a pas donné à ses militant-e-s une ligne politique à défendre coûte que coûte dans les comités locaux comme lors des deux grandes coordinations nationales de juin et de novembre. À

l'occasion de celles-ci, l'ensemble des camarades partie prenante du processus a pu se rendre compte de la richesse des opinions qui composent la LCR sur toute une série de questions clés...

Dans le cadre de la préparation du congrès de fondation du NPA, l'orientation majoritaire de la Direction Nationale de la LCR n'est surtout pas de donner une « feuille de route » dans le cadre de son congrès de dissolution aux militant-e-s de la LCR. Pas de grands axes d'orientation ou d'amendements aux textes NPA. Pas de « reconstitution de ligue dissoute » en fondant une nouvelle association des membres de la IVème internationale comme l'ont proposé certains camarades. En revanche, assumer et faire fructifier les acquis programmatiques et organisationnels d'un courant politique dont on peut reconnaître qu'en 40 ans, il n'a pas démerité, deux fois oui. Après le congrès de fondation du NPA, il faudra donc garder le cap, en veillant à ce qu'une LCR partie par la (grande) porte ne revienne pas en catimini par la fenêtre. Donc tout faire pour éviter de reconstituer de façon mécanique des courants ou sensibilités de l'ex-LCR dans le nouveau parti, sans rapport direct avec les enjeux et discussions en son sein (des nouveaux débats qui ne manqueront pas de susciter la constitution de nouveaux courants, mais ceci est justement une autre histoire...). Mais faire vivre collectivement - et c'est peut-être la principale responsabilité de la future direction du NPA - une vie démocratique dynamique qui seule permettra l'appropriation par toutes et tous du nouveau parti et le « brassage » de ses militant-e-s.

Bref, pas une volonté de liquider la LCR, mais que le souffle de celle-ci soit encore utile après sa disparition.

MANU (COMITÉ DE PANTIN - 93)

## → RÉUSSIR LE NPA PAS UNE LCR ÉLARGIE : IL Y A URGENCE !

Alors que le capitalisme connaît sa plus grave crise depuis les années 30, sur fond de menace écologique planétaire, que les reconfigurations s'accroissent à la gauche du PS, nous devons nous donner les moyens de parvenir à construire un parti quantitativement et qualitativement différent de la LCR. Les tensions récentes aux dernières réunions du CAN et de la DN de la LCR doivent nous interpeller.

### SORTIR DU CADRE DE LA LIGUE

Depuis 10 ans, le poids des satellites du PS et la concurrence que se livrent les partis anticapitalistes ont empêché la construction par le « haut » d'un parti susceptible de renverser le rapport de force dans la lutte des classes. La LCR s'est donc lancée sincèrement dans un processus inédit, courageux et prometteur : se dépasser, par un appel à la base, dans un parti plus vaste, indépendant du PS et des institutions, pour travailler avec des militants de traditions politiques diverses ou des gens qui découvrent le militantisme, à la transformation révolutionnaire de la société. La LCR, avec sa minorité « Unir », constitue donc les premières forces politiques organisées du nouveau parti. Numériquement moins importantes, la fraction l'Étincelle et la GR sont pour l'heure les seuls autres groupes ayant pu proposer des amendements de fond dès le début du processus. La majorité des comités reposent sur des bases géographiques. Mis à part quelques comités assez homogènes (Clermont, 92 nord par exemple), rares sont ceux à regrouper des militants « indépendants » mais suffisamment proches et formés politiquement pour avoir pu porter à ce jour des propositions conséquentes. De sorte que « rassembler le meilleur des autres traditions du mouvement ouvrier » reste largement à réaliser pour le NPA.

### LE CONGRÈS N'EST QU'UN POINT DE DÉPART

Selon le degré d'organisation, les capacités d'intervention des uns et des autres sont sans commune mesure. D'autant que le rythme du processus n'a pas permis jusqu'ici l'appropriation des débats par les moins aguerris politiquement. Il faudra sans doute du temps pour que les moins politisés et rompus à la discipline militante s'approprient les débats et s'organisent pour être représentés démocratiquement dans nos instances. Ils le feront d'autant plus facilement que les différents courants et sensibilités des militants de la Ligue pourront s'épanouir hors de l'opposition cadre « majorité » / « minorité » figée depuis leur dernier congrès. Pour l'heure et sans crainte ni défiance nous devons veiller à ce que notre future direction, le CPN, représente au mieux la réalité du processus. Les modalités de sa composition devront inclure une base fédéraliste claire et transparente pour les « inorganisés ». Cette ouverture est vitale. À l'intérieur de notre mouvement, comme à l'échelle nationale et internationale, les cartes politiques n'ont pas fini d'être battues. Ne gâchons pas l'atout que nous avons entre les mains.

CÉCILE R., CLÉMENT M., EDOUARD S., FANNY G., GRÉGORIE B., JORDAN L. (NPA PARIS 9/10)

## → AUX FONDATRICES ET FONDATEURS DU NPA

Nous allons donner naissance à une nouvelle formation politique dans le contexte historique d'une crise de civilisation sans précédent. La civilisation du capitalisme mondialisé débouche sur un terrible échec démocratique, social, écologique.

La proposition faite par la LCR de se dissoudre pour permettre, sur les ruines de la gauche, la construction de ce que Pierre Bourdieu appelait une gauche de gauche a été accueillie par un grand nombre. Beaucoup se sont impliqués dans le processus constitutif. Mais beaucoup aussi, pourtant résolument anticapitalistes, attendent le résultat.

Il nous appartient, par la qualité des textes qui sortiront de ce congrès constitutif, de surmonter leurs doutes et leurs craintes. Qui demeurent aussi les doutes et les craintes d'un certain nombre de celles et ceux qui se sont impliqués dans le processus.

Nous voulons un parti qui rompe avec la tradition des structures pyramidales hiérarchisées qui filtrent et étouffent la voix des militants. Nous voulons un parti qui innove dans la manière d'organiser l'action militante où le débat n'est confisqué ni par des minorités agissantes, ni par un appareil caporalisé. Nous voulons un parti qui brise toutes les formes de professionnalisation de l'engagement politique. Des améliorations proposées au projet de statuts vont dans ce sens. Il ne faut pas les écarter, mais au contraire oser leur expérimentation.

Comme le déclare le texte qui nous est adressé par la rencontre nationale écologie du NPA, « l'ampleur de la crise écologique provoquée par le productivisme capitaliste, conjuguée aujourd'hui à la crise économique, met désormais en danger des millions de vies humaines, et en premier lieu celles des populations les plus pauvres. L'heure n'est plus à faire de l'écologie un supplément d'âme, une revendication parmi d'autres, mais bien d'en reconnaître la transversalité. En effet, nulle question sociale ne peut être appréhendée sans en saisir la dimension écologique, qu'il s'agisse d'emplois, de choix industriels ou de services publics ; notre écologie doit donc enrichir notre projet émancipateur. » Le parti anticapitaliste que nous allons construire doit être radicalement écologiste. Acceptons les amendements qui vont concrétiser le passage qualitatif de la LCR au NPA.

La société de nos rêves sera celle de l'autogouvernement des êtres humains sur tous les aspects de leur vie. Mais en attendant ? N'est-il pas urgent de mettre fin à des institutions françaises et européennes qui sont antidémocratiques ? Ne devons-nous pas indiquer ce que seraient des institutions respectueuses de la volonté des citoyens et des citoyens ? Là encore, les textes méritent d'être enrichis par les propositions avancées tant pour une autre République que pour une autre Europe.

Transcendons ce qui nous différencie pour être à la hauteur du rendez-vous que nous donne l'Histoire. Préparons l'écocosocialisme.

RAOUL-MARC JENNAIR

## → DE LA LCR AU NPA : CONTINUITÉS ET RUPTURES

Membres de la LCR, nous ressentons de l'enthousiasme à participer à la fondation du NPA. Nous avons vraiment le sentiment de faire du neuf, mais en même temps, nous revendiquons aussi une certaine continuité avec notre passé. Comme l'était la LCR (mais elle n'en avait pas le monopole), le NPA est un parti de classe, un parti anticapitaliste, internationaliste, féministe, écologiste. Un parti qui œuvre à la transformation révolutionnaire de la société pour permettre de fonder une société socialiste et démocratique.

Mais le NPA présente aussi des différences nettes avec la LCR. Il place l'écologie encore plus au cœur de son programme. Il ne revendique pas de filiation spécifique avec le trotskisme et tous les choix stratégiques n'y sont pas tranchés. Il permet, et c'est pour nous très positif - même décisif -, que se côtoient, des camarades venus d'autres traditions politiques que la nôtre. Si nous avons commencé « par en bas », c'était pour tenter de débloquer la situation, et nous sommes pleinement satisfaits d'avoir lancé un processus dont nous souhaitons l'approfondissement.





Le NPA représente une toute autre implantation sociale que celle de la LCR. Le fait que des milliers de camarades – et parmi eux de nombreux jeunes – fassent leur première expérience d’engagement politique constitue pour nous un sujet de satisfaction majeur. Même si l’implantation solide de structures de base dans les quartiers populaires ou les entreprises que nous souhaitons n’en est qu’à ses débuts, le NPA s’enracine et dispose d’un réel écho populaire, ce qui doit nous permettre de multiplier les interventions. Pour y parvenir pleinement, il faut que le NPA soit souple dans ses exigences vis à vis de ses membres au plan militant. Nous voulons un parti militant, pas un parti de militants « professionnels »... et tous les engagements ont leur place et leur utilité.

Avec la crise du PS et celle du PCF, l’offre politique s’est émietmée (PdG de Mélenchon Fédération lancée par Politis, NEP de Hue et Gayssot). Mais nous sommes convaincus que le NPA sortira renforcé de cette période de décantation. Parce qu’il est le seul à offrir une solution radicale, totalement neuve, le seul qui revendique sa complète indépendance vis à vis de toutes les formes d’union de la gauche, d’alliance avec le PS. Il est le seul à offrir une solution à la hauteur de la crise capitaliste : la rupture avec le système lui-même.

A l’heure où le capitalisme traverse la crise la plus grave depuis celle des années 30, que ses conséquences sociales attisent l’inquiétude et la colère légitimes de larges franges de la population, à l’heure où les jeunesses de Grèce ou de France sonnent le tocsin de la révolte sociale, la nouvelle donne politique que nous allons faire naître correspond bien aux besoins du moment.

Ces éléments de rupture sont pleinement satisfaisants, parce que nous l’espérons, il s’agit surtout de faire plus et mieux avec le NPA que ce que nous permettait la LCR.

FRÉDÉRIC BORRAS (TOULOUSE), PIERRE-FRANÇOIS GROND (93),  
INGRID HAYES (PARIS 20E)

## → UN PARTI POUR LA CONQUÊTE DE LA DÉMOCRATIE, DU POUVOIR DES PRODUCTEURS ASSOCIÉS

La vague de licenciements et de chômage technique qui frappe la classe ouvrière, d’abord dans l’automobile, n’est qu’une première indication des conséquences dramatiques de la crise pour l’ensemble des salariés et de la population. Lorsqu’ils parlent entre eux les analystes officiels n’attendent pas de reprise avant 2012. L’économie mondiale plonge dans une récession chronique. Les plans de relance s’avèreront vite impuissants à stabiliser un système financier envahi par les titres pourris et des économies marquées par la surproduction. La croissance capitaliste a eu lieu au prix d’un endettement sans limite alors que la libéralisation démultipliait l’antagonisme du capital à l’égard du travail, laminant le pouvoir d’achat du plus grand nombre. La contradiction devenue insupportable conduit tout le système à la dérive. Les limites historiques de la domination de la bourgeoisie sont de nouveau manifestes. La crise écologique en donne la pleine mesure. C’est l’avenir même de l’humanité qui est menacé.

S’ouvre aussi une crise politique. Les milliards trouvés pour sauver les responsables de la faillite alors que les caisses sont vides pour les chômeurs et les travailleurs suscitent indignation et révolte. La droite qui prétendait avoir gagné la bataille idéologique, est en train de la perdre. La révolte de la jeunesse grecque aux côtés des travailleurs contre un régime corrompu au service des privilégiés nous montre l’ampleur des luttes à venir, des crises politiques auxquelles nous devons nous préparer. La Grèce est certes un point où se concentrent les contradictions qui minent l’Europe et ses bourgeoisies mais ce sont les mêmes qui sont à l’œuvre ici. La jeunesse est la première à s’engager plus avant dans la rupture radicale avec le système. Leurs parents, le gros des salariés les suivront.

L’accélération de la crise exige que nous formulions tout de suite une politique qui dit par où et comment les travailleurs et la jeunesse peuvent rechercher une issue. « Refuser de payer leur crise » implique la mise en œuvre de revendications portant sur la propriété et le contrôle : socialisation sous contrôle des salariés et des citoyens des banques et de l’allocation du crédit, même chose pour les transports et l’énergie. L’appel à la mise en œuvre de revendications transitoires pouvait être un moyen d’interpeller le PCF et les moutures successives de Parti socialiste, SFIO, PS d’Épinay, mais les conquêtes n’ont été arrachées qu’aux moments où la classe ouvrière a été en mesure de la faire elle-même (1936, 1944-46). Aujourd’hui, le PS veut au mieux aménager le cadre libéral. La politique du PC le conduit à se plier aux volontés

du PS. Il n’y a que les salariés et les jeunes eux-mêmes, qui puissent mettre en œuvre ces mesures indispensables en s’emparant du levier clef de la démocratie, du droit de contrôler et de décider. « Eux, ils nous ont menés dans le mur ! Décidons nous-mêmes ! ». L’illégitimité de ceux qui gouvernent conduit à contester leur domination, à poser la question du pouvoir, celui des travailleurs eux-mêmes.

FRANÇOIS CHESNAIS (PARIS 11ÈME), YVAN LEMAÎTRE (CORBEIL)

## → UN NOUVEAU CHAPITRE

Deux fois dissoute par le gouvernement en 1968 et en 1973, c’est nous mêmes qui allons dans quelques semaines dissoudre notre organisation, non pour la saborder mais pour la dépasser. C’est sans nostalgie ni regrets, car si nous pouvons ouvrir aujourd’hui un nouveau chapitre, c’est grâce à ce que la LCR a fait et apporté. Mais pour nous, un parti n’a jamais été un but en soi. C’est un outil de combat pour renverser le capitalisme et construire une autre société. Il doit s’adapter aux réalités de la lutte. Lorsqu’il y a quarante ans, nous avons contribué à la création de la LCR, nous n’avons jamais eu la prétention de rassembler en son sein tous les révolutionnaires et les anticapitalistes. Peu implantés dans les couches populaires, cible des attaques d’un PCF puissant et d’une droite qui ne nous faisait pas de cadeaux, nous avons dû, pour nous imposer, construire une organisation quelque peu activiste et bien délimitée politiquement. Il ne s’agissait pas de se proclamer un parti, mais de gagner dans la pratique le droit de le devenir. Au fil des années nous avons constamment cherché des partenaires pour nous élargir. Jusqu’en 1995, nous sommes ainsi souvent apparus lors des consultations électorales sous des noms différents, avec des alliés différents, avec des PSU (aujourd’hui Alternatifs,) ou des ex PC comme P. Juquin ou Charles Fiterman), ou Lutte ouvrière. Ces alliances au sommet n’ont rien donné mais elles ont eu le mérite de créer une culture et une tradition unitaires caractéristiques de la Ligue.

Aujourd’hui la période a changé. Convergent la crise du système avec des conséquences sociales qui vont être terribles, le discrédit de la gauche réformatrice même s’il ne faut pas l’enterrer électoralement, et la volonté de résistance d’une partie des couches populaires et de la jeunesse. Jamais les conditions n’ont été aussi favorables à la création d’un parti anticapitaliste avec une audience large. Alors que les candidats se bousculent pour amender, réinventer, refonder, ou moraliser le capitalisme, ce parti veut clairement le renverser et construire une autre société sur la base d’une mobilisation générale de la population. Internationaliste, féministe, écologiste, il devra être capable de s’enrichir d’expériences diverses d’autres traditions et surtout de camarades actifs dans les différents mouvements sociaux. Mais, pas plus qu’il n’est demandé à quiconque d’endosser une histoire qui ne serait pas la sienne, il ne saurait être question pour nous de faire table rase de notre héritage communiste et révolutionnaire, tant nous sommes convaincus qu’il a été un précieux acquis pour parcourir le chemin qui nous a conduit jusqu’ici.

Certains camarades de la LCR se sentent un peu déboussolés et inquiets de cette mutation. Alors, répétons-le : non seulement les « anciens » ont toute leur place dans ce nouveau parti, mais l’apport de leur expérience et de leur connaissance est une condition essentielle de sa réussite, à condition que, loin de jouer les « professeurs rouges », ils apprennent eux aussi à s’adresser à des milieux plus larges et des générations nouvelles. Nous avions l’habitude de recruter des militants qui avaient fait leur choix entre les différents groupes trotskystes, maoïstes ou anarchistes. Nous nous adressons aujourd’hui à des gens qui souvent s’engagent pour la première fois, mais veulent se battre contre le patronat et ne se reconnaissent pas ou plus dans la gauche réformatrice. C’est cela qui est nouveau, enthousiasmant, et pour lequel, tous ensemble, nous avons beaucoup à inventer.

DANIEL BENSARD (PARIS XXE), ALAIN KRIVINE (SAINT-DENIS)

## → CONTRIBUTION INDIVIDUELLE SUR LA RÉOLUTION GÉNÉRALE SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE

*Cette contribution faite de temps n’a pas pu être débattue en détail mais le comité la verse au débat Emmanuel COLLOD – Collectif Lyon Croix-Rousse Presqu’île*

Rajouter en Préambule :

Le principe clé est de redistribuer radicalement les richesses. Cela se traduit simplement par le resserrement drastique des

écarts de revenus et la mise en place d’un revenu inconditionnel d’existence mais il en découle beaucoup de choses : fin de fait du capitalisme puisque plus de capital pour s’approprier les moyens de production, fin de la centralité du travail qui de subit devient choisi et donc de la tyrannie du salariat, fin du retour à la domesticité qu’incarnent les « services à la personne » puisque personne n’a les moyens de se payer le travail des autres, fin de la ségrégation propriétaire / locataire et de la spéculation foncière puisque aucun bénéfice n’est à attendre d’un investissement immobilier pas plus que de tout autre investissement, fin de la réussite professionnelle comme seul marqueur social, libération de temps libre permettant aux individus de s’investir dans de nouveaux domaines, fin de l’exemplarité du mode de vie des riches ouvrant de nouveaux imaginaires, atténuation de la concurrence puisque peu de bénéficiaires à en attendre et expérimentation de nouveaux modes de coopération, diminution des tensions sociales, nouveaux rapports nord-sud, ...

### A. URGENCE SOCIALE

Ajouter :

- Plafonnement des écarts de salaires dans la limite de 1 à 5 comme prévu dans l’ex programme commun de la gauche (1 à 300 actuellement en France dans le privé, 1 à 500 aux Etats-Unis).
- Rétablissement d’un taux marginal supérieur de l’impôt sur le revenu au delà de 90% (40% actuellement en France) comme le fit Roosevelt lors du new deal en y incluant l’ensemble des revenus y compris les successions. Suppression des niches fiscales.
- Mise en place d’un revenu inconditionnel d’existence correspondant à un bon à tirer sur la richesse collective indépendamment de la rémunération du travail et de la mise à disposition de services publics.
- Fin du dogme de la concurrence (soit disant libre et non faussée) en faisant de la coopération la norme dans le domaine de la production, des services, de l’enseignement et de la recherche, des relations internationales.
- Fin des brevets et de la propriété intellectuelle. Plus de normes incompatibles, de matériel non standard. Toute production, toute connaissance, toute information est versée dans le domaine public. Inventeurs, auteurs et compositeurs sont rémunérés sur un principe de licence globale.
- L’entreprise est autogérée par ceux qui y travaillent. Sa finalité et les moyens mis en œuvre sont démocratiquement débattus. Elle est ouverte à l’innovation et à l’expérimentation. Elle coopère avec les autres entreprises dont elle est complémentaire et non concurrente.
- L’économie est re-localisée via le développement des PME, de l’artisanat, de l’agriculture biologique et paysanne de proximité. Les commerces et les services s’implantent là où les gens vivent. Les salles de cinéma, les théâtres de quartier se développent.
- Enrichissement du lien social en favorisant les coopératives d’habitants, les systèmes d’échanges (SEL), les ateliers collectifs. Mise à disposition de lieux à usage culturel, festif.
- Renforcement des services publics et extension à de nouveaux secteurs (petite enfance, formation continue, services à la personne)
- Mise en place du principe de la gratuité de l’usage notamment celui des transports en commun et du renchérissement du mésusage.
- Annulation de la dette de l’état, nationalisation du secteur bancaire et mise en place d’une monnaie d’usage non thésaurisable interdisant de fait l’accumulation et la spéculation.

### B : URGENCE DÉMOCRATIQUE

Ajouter :

- Un statut de l’élu pour que la politique ne soit pas réservée aux retraités.
- Le tirage au sort de certains élus comme pour les jurés pour permettre une vraie mixité.
- Des mandats impératifs et la possibilité de révoquer les élus.
- Des référendums d’initiative populaire pour tous les échelons de décision (local, régional, national, européen).
- La garantie de l’existence, de la viabilité et de l’indépendance des contre-pouvoirs judiciaires, médiatiques et associatifs.

### D : URGENCE ÉCOLOGIQUE

Ajouter :

- La mise en place d’une norme qualitative sur les biens commercialisés (un bien doit être : utile, écologique, social, durable, réparable, recyclable) .
- L’arrêt des cultures OGM en plein champ.
- Un état des lieux hors influence des lobbies quant aux pollutions électro-magnétiques et chimiques que l’ont subit.
- **La généralisation du principe de précaution.**

## → « SOCIALISME » ET/OU « ÉCOSOCIALISME » ?

Pour poursuivre le débat avec Raoul Marc et d'autres camarades à propos de cette « fenêtre » du projet de principes fondateurs, voici un extrait d'un article à paraître dans Critique Communiste.

### LA DIMENSION ÉCOSOCIALISTE

Dès ses premiers mois d'existence, le nouveau parti aura donc à relever le défi consistant à élaborer un plan global de riposte anticapitaliste et d'issue socialiste à la crise. Ce plan devra intégrer pleinement l'urgence écologique, aujourd'hui largement reconnue mais aussi mise à toutes les sauces, des tenants du « capitalisme vert » à la recherche de « nouveaux gisements de croissance » jusqu'à certains « décroissants » qui peinent à distinguer entre le profit capitaliste et le salaire ouvrier.

Dans ce domaine également, seul l'anticapitalisme socialiste est à même de proposer des solutions de fond, viables et crédibles. « Parce qu'elle seule rendra possible des choix démocratiques et rationnels, pris dans l'intérêt du plus grand nombre, la rupture avec le capitalisme est une condition nécessaire afin de stopper la crise écologique dont les effets catastrophiques commencent à se multiplier. Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurs et les citoyens, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. » (projet de « principes fondateurs »). Cette orientation n'est pas seulement pour « demain », mais peut et doit être défendue systématiquement dès à présent dans les luttes et mobilisations, comme dans les débats portant sur les choix de production – donc de consommation, donc de société.

En ce sens, notre projet est un « écosocialisme ». Le terme peut être utile s'il sert à ancrer solidement cette dimension de notre combat. Mais cela implique aussi de ne pas en faire un fétiche, c'est-à-dire de reconnaître qu'il n'a pas de caractère totalisant, ne résume pas l'alternative à construire. L'intégration pleine et entière de la dimension écologique dans le combat socialiste est indispensable, mais elle ne dit rien de la transformation révolutionnaire par laquelle les travailleurs s'érigeront en classe dominante, ni des formes et donc du contenu du pouvoir (démocratie, auto-organisation...) dans une société socialiste, ni des voies de la socialisation (appropriation sociale, extinction de l'Etat en tant que superstructure séparée du peuple...) vers la disparition de toutes les classes. De même qu'elle ne répond pas aux questions de l'émancipation des femmes, ces 50 % et quelque de l'humanité qui subissent une oppression aussi spécifique qu'ancestrale, « antérieure au capitalisme mais que ce dernier a intégrée et instrumentalisée à ses propres fins » (projet de « principes fondateurs »). L'anticapitalisme et le socialisme du 21<sup>e</sup> siècle seront démocratiques, féministes et écologistes – ou ne seront pas.

JEAN-PHILIPPE (PARIS 20<sup>e</sup> CENTRE, CAN)

## → UN PARTI POUR L'AUTO-ÉMANCIPATION

La crise économique n'est pas une simple crise cyclique du capitalisme. Elle survient au point d'intersection de mouvements de longue durée, comme le déclin relatif de l'impérialisme occidental et l'accélération de la crise écologique. L'une de ses composantes est la crise alimentaire. Ensembles elles marquent les limites historiques du système capitaliste. Ceci ne signifie pas une fin automatique du capitalisme, mais souligne la terrible menace qu'il fait peser sur l'avenir d'un monde civilisé. Nous devons savoir reformuler l'actualité du dilemme « socialisme ou barbarie ». Il y a autre chose de plus urgent encore, d'une actualité qui devient quotidienne : redonner pleinement son sens au vieux mot d'ordre du socialisme, l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Il ne peut y avoir de sortie du capitalisme, ni même de mise en œuvre de vraies mesures de défense face aux conséquences de la crise, sans une intrusion consciente sur la scène politique, des exclus du pouvoir, des sans voix, des opprimés, des exploités, mais qui sont aussi les producteurs de toutes les richesses. L'enjeu est que la défense face à la crise devienne une autodéfense, résultat de l'auto-organisation en vue d'empêcher l'accélération de la

régression sociale et la mort des libertés politiques élémentaires que Sarkozy réduit jour après jour. Il n'y a que les salariés et les jeunes eux-mêmes, français et immigrés, qui puissent être porteurs des revendications qui sauvegardent l'existence quotidienne et ouvrent sur une issue révolutionnaire à la crise. Des militants organisés peuvent les aider à les formuler clairement. Mais personne ne mettra en œuvre un vrai programme d'urgence à leur place. La tâche du NPA est d'abord de leur dire et ensuite de les aider à s'organiser de façon propre, sur tous les terrains possibles.

Car ce programme ne peut se limiter à la défense des revendications élémentaires. C'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu. Nous devons répéter que c'est un sujet trop grave pour le laisser dans les mains d'une classe dirigeante qui a failli plusieurs fois dans l'histoire et qui se révèle plus que jamais adepte du mot d'ordre « après moi, le déluge ». Notre programme doit jeter un pont entre les besoins quotidiens et la société que nous voulons. Il doit répondre à des questions urgentes, comme la crise climatique, le crash alimentaire et la gestion collective des biens communs de l'humanité.

Une telle façon de dire les choses constituerait un déplacement politique radical. Même en tant que thème de campagne, il s'agirait d'un acte politique majeur. En disant aux salariés et aux jeunes qu'ils doivent s'imposer en véritables acteurs politiques, pour eux-mêmes et pour la société toute entière, nous commencerons à casser les postulats de relations entre dominants, dominés et porte-parole des dominés, sur lesquels est fondé en large partie tout le système institutionnel. Ainsi nous préparerons la mise au rencart du système lui-même.

FRANÇOIS CHESNAIS, JEAN-LOUIS MARCHETTI

## → L'ACTUALITÉ D'UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE NPA

L'actualité de notre projet se nourrit d'éléments plus substantiels qu'un score électoral : ce sont les évolutions de conscience que l'on peut constater depuis 1995 et la crise elle-même qui donnent une base réelle, matérielle, à ce processus, sans laquelle il n'aurait guère de sens dans la durée.

Cela nous oblige à relever deux défis de nature assez différente : donner des réponses immédiates aux luttes des travailleurs et aux résistances de la population ; tout en nous projetant dans la perspective d'un changement radical de société.

La défense des intérêts immédiats de la population et du monde du travail implique la plus large unité dans l'action mais aussi la plus grande clarté dans les revendications. Ainsi, l'interdiction des licenciements n'est évidemment pas pour nous un dispositif institutionnel d'accompagnement, lequel au demeurant serait bien illusoire, à l'image de ce que propose la CGT avec la « sécurité sociale professionnelle ». C'est un objectif pour les luttes et pour le « tous ensemble ».

En même temps, nous avons besoin d'apporter une réponse plus globale. Nous n'avons évidemment pas à notre disposition des solutions de « sortie de crise » -illusion bien réformatrice- mais nous voulons renverser le capitalisme.

La crise actuelle dans ses multiples dimensions nécessite plus que jamais de défendre un projet socialiste. Mais nous devons en même temps articuler cette perspective avec les luttes d'aujourd'hui, afin de prolonger la courbe des expériences que nous pouvons faire dès maintenant dans le cadre d'une démarche transitoire.

La question clé est donc celle du contrôle : le contrôle sur la marche de l'économie et de la société, et le contrôle sur nos propres luttes.

Face aux prétendues « solutions » destinées à sauver les capitalistes des conséquences de la crise – comme la « nationalisation » des pertes ou la création d'un « pôle public bancaire » aux côtés des banques privées – nous défendons la nécessité d'une centralisation du crédit et d'une expropriation des grandes entreprises sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Nous essaierons de le faire à chaque fois très concrètement. Nos revendications seraient impossibles à satisfaire ? Opposons notre propre « réalisme » : la levée du secret bancaire et commercial, le contrôle des comptes et des mouvements de capitaux, la mise en place de comités de grève et de comités d'action, et leur centralisation dans des coordinations démocratiques.

Plus que jamais, l'accélération de la crise va donner à notre projet sa véritable dimension : un projet de « rupture » avec

le capitalisme et ses institutions, un projet révolutionnaire au sens large du terme, qui permet à des anticapitalistes et des révolutionnaires de se retrouver ensemble, un projet qui ne tranche pas par avance toutes les hypothèses stratégiques mais qui met au cœur de notre démarche la démocratie dans les luttes et le contrôle des travailleurs pour aller vers le renversement du capitalisme.

J-F CABRAL (MONTREUIL, CAN)

## → UN PARTI « LARGE » POUR UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE

Les désordres du capitalisme s'étalent aujourd'hui sur la place publique. Le Léviathan n'a plus la cote, il chancelle. Dans le champ miné de la gauche, le « parti d'Olivier » est un espoir. Qui pourrait lui disputer la vedette à notre jeune « leader ». Royal et ses dix-sept millions de voix ? Faudrait-il encore qu'elle confirme, en attendant c'est le « facteur » qui tient la rampe. Certes, il y a ces résultats des prudhommes, ces plans sociaux, ces « réformes », et ce sursaut qui tarde. Il va nous falloir aller la chercher cette « explosion sociale » qui doit tout emporter : la gauche prude, les « bonzes » syndicaux, « leur » parlement et « leur » Etat.

Combien serons-nous bientôt ? Nous ferons les comptes le jour venu. Et tant pis si ce parti comptera autant de retraités que de jeunes, plus de fonctionnaires que de salariés du privé, d'enseignants que de précaires et de syndicalistes aguerris, que les « minorités visibles » y sont rares. C'est le nombre qui compte, quant à la qualité, nous aurons pour l'instant le triomphe modeste.

Mais pour ces dizaines de millions de salariés encore résignés, ces centaines de milliers de syndiqués dans l'expectative, ces dizaines de milliers de syndicalistes qui rament, nous aurions la recette : « Aux luttes et tous ensemble ». Elle n'est pas nouvelle. Elle occupe tout le chapitre 25 de « ça te passera avec l'âge » : « nouveau mouvement social, nouvelle classe ouvrière, société civile, mouvement citoyen » tandis qu'agonise le « vieux mouvement ouvrier ». Vite dit, même si l'auteur n'est pas si catégorique. On ne remplacera pas l'ancien par le neuf. Il faudra faire avec les deux. Mais nous sommes certains d'avoir raison : « Le mouvement ouvrier est à reconstruire, non seulement sur le plan politique, mais, en même temps, sur le plan social et syndical. » Rien que ça !

Mais les salariés ont-ils eu besoin de ce « parti des luttes » en 1986, 1995, 2003, 2005 ? Et le problème de l'alternative au programme en crise de la gauche parlementaire qui le réglera ? C'est le mouvement, disons-nous. Mais l'a-t-il réglé en 68 ? Certains pensent à une autre formule : rassembler la gauche. Elle a échoué partout ! Nous en proposons une autre : unifier dans un même « parti large », lutte économique, politique, parlementaire, et l'ouverture du débat sur un programme de gouvernement anticapitaliste, n'excluant aucunes transitions, alliances, « étapes intermédiaires ».

Pour cela il faut que ce parti, le NPA, renonce à son magister : nous n'avons pas le monopole de l'anticapitaliste. Un « mai 68 réussi » est une hypothèse. Il y en a d'autres. Ce serait le signe d'ouverture pour ceux qui n'ont pas renoncé à travailler avec nous, mais que notre « révolutionnarisme » rebute. La participation d'un tel parti aux luttes sociales et politiques, ses scores électoraux, le combat de ses élus, constitueront un encouragement pour le mouvement. C'est ainsi que nous construirons l'alternative à la politique de la droite et des sociaux libéraux.

Pour tout contact : gilles.suze@wanadoo.fr

GILLES SUZE-DIDIER BERGÈS- PATRICK VALLÉE-SÉBASTIEN MINAUX  
[NPA-LA ROCHELLE]

## → POUR QUE LA JEUNESSE S'EMPRENNE DU NPA

La jeunesse est à nouveau au premier plan de la scène politique. En Grèce, l'explosion de colère, la révolte massive, de la « génération 600 euros » révèle avec force une indignation et un malaise profonds, un mécontentement de toute la population, face à une situation qui ne cesse de se dégrader, et montre le refus de se résigner, de se soumettre à la logique de la rentabilité et du profit. En France, la mobilisation des lycéens, au côté des profs, inquiète le pouvoir, bouscule la situation et ouvre la possibilité d'une convergence des luttes. Le mouvement de politisation d'une large fraction de la jeunesse, scolarisée comme salariée et précaire, qui s'est nourri de toutes les expériences de luttes de ces dernières années,



s'approfondi. Le désaveu flagrant de la propagande libérale par la faillite du système lui-même, accélère les maturations politiques. De nombreux jeunes travailleurs, intellectuels aussi, sont amenés à chercher des réponses dans lesquelles leur révolte puisse trouver sa mesure, la révolution, la démocratie jusqu'au bout, le socialisme. C'est l'étape qui commence. Pour mener son combat et face à l'immobilisme des directions syndicales et de la gauche parlementaire, cette jeune génération a besoin d'un point d'appui, d'un cadre large, ouvert, de solidarité et d'action collective et qui porte un plan de bataille pour les luttes, d'un cadre qu'elle puisse pleinement s'approprier afin de transformer ses aspirations en perspectives pour son avenir, l'avenir de la société. Ce cadre, le NPA doit le devenir.

Cela signifie que chacune et chacun prenions conscience de l'importance qu'il y a à encourager les jeunes à prendre toute leur place dans notre combat commun. Un défi nous est posé : comment entrer en résonance avec les aspirations de la nouvelle génération ? Comment faire en sorte que la jeunesse populaire et intellectuelle puisse s'engager et prendre en main la construction du parti en contribuant, en retour, à entraîner ses aînés pour repenser ensemble une perspective révolutionnaire pour le 21ème siècle ?

Il s'agit de faire preuve d'ouverture d'esprit, de porter une attention toute particulière aux préoccupations que formulent les jeunes, aux besoins qu'ils expriment dans les luttes, pour trouver avec eux des réponses, se tourner radicalement vers l'avenir et inventer ensemble un nouveau mouvement politique à leur image.

Un mouvement capable de transmettre le capital politique des générations précédentes en laissant la jeunesse libre dans son jugement et qui rompt avec les raisonnements préconçus, les dogmatismes qui pèsent sur les engagements nouveaux.

Un mouvement animé de la même radicalité, la même audace, la même liberté et indépendance politique que la jeunesse révoltée pour formuler une critique permanente, globale du capitalisme, de ses aberrations, de l'oppression sous toutes ses formes, en rupture avec les raisonnements institutionnels et libéré du conformisme social et de l'influence de la gauche réformiste.

Un mouvement profondément démocratique, au sein duquel puissent se tisser d'autres rapports humains, des relations militantes fraternelles entre les jeunes et les moins jeunes. Un mouvement qui donne une actualité nouvelle, vivante, aux idées de la lutte de classe, aux idées révolutionnaires, qui ont été portées à travers l'histoire par les luttes collectives de la classe ouvrière et de la jeunesse qui se sont dressées contre le capitalisme, sa barbarie, son inhumanité.

KAYA (ROUEN, 76)

## → CONSTRUIRE LE NPA, TRAVAILLER À L'UNITÉ

Avec le congrès de fondation du NPA s'ouvre l'opportunité pour une gauche de transformation sociale radicale d'occuper un espace politique plus important que celui de la LCR : il s'agit de faire émerger une force politique crédible, à une échelle de masse, porteuse du combat anticapitaliste. Nous estimons cependant qu'il existe aujourd'hui un risque de ne pas aller jusqu'au bout de la démarche.

- Le capitalisme connaît une crise majeure dont les conséquences sociales vont dégrader les conditions de vie et de travail de millions de salariés. Notre critique du capitalisme acquiert davantage de crédibilité. Les effets de la crise peuvent avoir comme conséquences une radicalisation de la situation sociale et politique. Si des résistances et des luttes existent, elles se font cependant dans le cadre d'un rapport de force dégradé pour le mouvement ouvrier. Les luttes ont besoin pour vaincre d'avoir un espoir d'alternative politique. L'absence aujourd'hui à gauche d'un parti large fidèle aux luttes pèse fortement sur l'approfondissement et le développement des mobilisations.

- La crise de la gauche se caractérise par une crise de direction et d'orientation du PS. Celui-ci maintient son orientation sociale libérale et semble de plus en plus se tourner vers une alliance avec le MODEM. Cela conforte notre positionnement d'indépendance vis-à-vis de ce parti. Quant au PCF, sa crise historique se poursuit et ne débouche pas vers un changement de son orientation, l'appareil étant toujours dans une stratégie d'alliance et donc de subordination vis-à-vis du PS. À la gauche de la gauche, cela se traduit par des évolutions positives, mais aussi par un émiettement des courants et des organisations (création du parti de gauche, fédération des forces antilibérales).

**La stratégie du NPA devrait donc avoir pour objectif d'occuper l'espace politique à la gauche du PS afin de lui disputer l'hégémonie sur l'ensemble de la gauche.** Cela ne peut être le fait du NPA seul. Il convient de développer des politiques unitaires avec tous les courants ou sensibilités se situant dans un positionnement clairement à gauche et partageant la préoccupation de construire une gauche de transformation sociale. Cette politique unitaire doit être recherchée dans les luttes mais aussi au plan électoral. Les élections ne doivent pas être seulement vues comme moyen de diffusion du programme du NPA à une échelle de masse. Elles doivent être aussi l'occasion pour les travailleurs-citoyens d'exprimer le plus massivement possible leur refus des politiques libérales et leur opposition aux partis qui mettent en place ou défendent ces politiques. Il s'agit pour nous d'éviter l'éparpillement de la gauche radicale qui ne peut que faire le jeu de l'UMP et du PS.

Le NPA doit donc se construire comme un parti des luttes – pour résister aux politiques en cours, mais parce que c'est aussi dans les luttes que se fait l'apprentissage de la démocratie ouvrière-, les confrontations visant à dégager des accords politiques sont nécessaires pour combattre l'hégémonie du social-libéralisme et ainsi éviter que la radicalité sociale soit captée par des courants réformistes de gauche dont le projet n'est pas à la hauteur des enjeux.

PHILIPPE, VINCENT, BERNARD, JULIEN R. (MONTREUIL-OUEST)

## → CONTRIBUTION POUR LA CRÉATION D'UNE COMMISSION NPA « TRAVAILLEURS ISOLÉS ( NOM PROVISoire ) »

Pour l'élargissement du NPA vers des secteurs encore sous-représentés : salariés des petites entreprises, travailleurs indépendants, petits artisans et paysans, ...

Pour proposer des actions de soutien aux travailleurs de ces secteurs.

**Des travailleurs ne bénéficiant pas de section syndicale, soumis à l'arbitraire de leur direction, ne pouvant pas faire grève, sans horaires fixes, et dans une situation de soumission, qui de fait interdit toute lutte. Il est indispensable que le NPA se développe aussi sur ce terrain.**

### 5 constats :

1 - Les premiers chiffres relatifs aux adhérents du NPA indiquent, même moins largement qu'à la LCR, une sur-représentation des salariés du secteur public et des syndicalistes des grandes entreprises.

2 - Mais, les salariés des entreprises de moins de 20 personnes représentent environ 40% du monde salarié, et ces entreprises plus de 80% des entreprises. Plus de 50% des salariés sont dans des entreprises de moins de 50 personnes.

3 - La moitié des salariés n'aura jamais, au cours de sa carrière, de contact physique avec un syndicaliste ou un syndicat, il ne les connaît que par les médias.

4 - Plus la taille de l'entreprise est petite, plus il y a de précarité, de temps partiel, de dégradation des conditions de travail, de bas salaires, et de violation du Code du travail.

La majorité des actions menées par la LCR et le NPA (*à l'exception notable de « l'appel et la pioche »*), concernent donc une minorité de travailleurs salariés, et, de plus, pas les plus défavorisés.

Une action chaque semaine contre un plan de suppression de 500 emplois dans une grande entreprise, et dans le même temps des milliers de licenciements dans les petites entreprises, sans plan sociaux, ni respect du Code du travail.

5 - A ce constat concernant le monde salarié, il faut ajouter l'inexistence quasi générale dans les discours, les textes, et les actions, du NPA comme de la LCR, de préoccupation envers les travailleurs non salariés.

Il existe une méconnaissance réelle de la situation des travailleurs indépendants, des petits artisans et paysans, dans les comités.

Il y existe une suspicion de classe, qualifiée de moyenne ou favorisée, ce qui est équivalent à assimiler les intermittents du spectacle aux stars reconnues.

( il est vrai que la moitié des français confond chiffre d'affaire et bénéfice ! )

Mais ces travailleurs n'ont souvent pas choisi leur statut, imposé par leur secteur d'activité.

Ils sont soumis à la multiplication des sous-traitances au profit des grosses entreprises, aux caprices des donneurs d'ordres, y compris publics, et aux banques : pas d'emploi du temps fixe, pas de vie familiale, pas d'indemnisation en cas de chômage, assurance maladie et retraite inférieures à celles des salariés, saisie de sa maison ou des meubles de sa famille en cas de faillite, etc ...

Ces conditions qui se dégradent aujourd'hui, comme celles des salariés, doivent nous conduire à un rapprochement, pour combattre ensemble le capitalisme dont tous sont victimes.

### Création d'une commission « travailleurs isolés », pour :

1 - des échanges d'informations et d'expériences, dégager des points communs, faire un état des lieux, établir un bilan type « livre noir des petites entreprises ».

2 - des échanges entre salariés des petites entreprises et des plus grandes, privé et secteur public, indépendants et salariés.

3 - des actions pour faire venir au NPA travailleurs des petites entreprises et indépendants défavorisés.

4 - des propositions d'actions concrètes spécifiques, et d'actions communes, si possible.

Ces actions spécifiques ne seront pas faciles à mettre en place, mais c'est un défi, une obligation pour le NPA de soutenir les travailleurs isolés, aujourd'hui sans représentation.

JEAN-MARIE AUBERT NPA AGEN

## → UN NOM SIMPLE QUI NOUS DÉFINISSE : DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE POUR LE SOCIALISME

La fonction du nom est d'indiquer la nature et les objectifs fondamentaux du parti.

Le texte de la commission sur le nom concluait : « Parti de classe, révolutionnaire, socialiste, démocratique, d'une manière ou d'une autre, il faudra tout cela à la fois ». Il faut partir de là...

Notre problème est de faire du neuf dans la continuité des luttes d'émancipation mais en rupture avec les partis qui symbolisent reniements, trahisons, voire dictature bureaucratique. Pour cela deux références semblent essentielles : la démocratie et la révolution. Chacune prise séparément est galvaudée, la démocratie tout le monde en parle et la révolution évoque la violence. Mais ensemble, elles prennent tout leur sens.

La démocratie, c'est l'irruption des masses sur le terrain où se décide leur sort, la conquête du pouvoir par et pour les masses pour transformer leur propre vie. La révolution, c'est justement ce changement radical des conditions sociales et politiques, l'acte libérateur et émancipateur dont nous nous réclamons. Les deux associés définissent nos objectifs, la lutte pour la démocratie qui donne aux masses le pouvoir de révolutionner le monde.

Il semble aussi indispensable que le nom comporte une référence explicite à notre programme. « Socialisme », « communisme », et encore plus « gauche », aucun de ces termes, marqués par l'histoire, n'est réellement satisfaisant. Mais là aussi c'est l'association avec démocratie et révolutionnaire qui clarifie le contenu... Notre programme est avant tout le socialisme.

Reste trois questions : la référence de classe, la référence à l'écologie, mouvement ou parti.

On peut dire que la référence au socialisme est, par elle-même, une référence de classe.

L'écologie est un élément central de notre critique du capitalisme. En lien avec la question sociale, c'est une partie intégrante de notre programme. Mais y faire référence dans le nom ne peut être que source de confusion, y compris vis-à-vis de ceux qui rejoignent le NPA en cherchant à faire face à la crise écologique. Le programme socialiste est le seul qui permette une prise en compte conséquente des données de l'écologie. Le préfixe « Eco- » loin d'enrichir le mot « socialisme » entretient une ambiguïté avec les courants de l'écologie politique, qui se définissent sur un terrain social et politique qui n'est pas le nôtre.

Mouvement ou parti ? Aucun des deux n'est entièrement satisfaisant : « Parti » renvoie pour beaucoup

aux partis institutionnels même s'il souligne mieux la question du pouvoir. « Mouvement » porte l'idée d'une dynamique non-institutionnelle qui permet de se différencier du contenu parlementaire de « parti » sans atténuer l'idée de lutte pour le pouvoir. Mais est-il nécessaire de faire référence à l'un ou à l'autre dans le nom ?

Alors, conjuguons démocratie, révolution, socialisme : Démocratie révolutionnaire pour le socialisme.

BRUNO - COMITÉ CENON-FLOIRAC (33)

## → DE LA DÉMOCRATIE

*Les débats relatifs aux principes fondamentaux du NPA témoignent que sur la démocratie et la violence des clarifications sont nécessaires. Cette contribution vise à y aider.*

Une leçon majeure du siècle passé concerne l'importance de la démocratie, tant politique que sociale. Dès la Révolution russe, Rosa Luxemburg avait pressenti le danger qui pesait sur la jeune République des soviets : « Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre des opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. »

Cette approche reste d'une brûlante actualité. L'essence du socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout. Le renversement du vieil ordre des choses ne peut s'accomplir que par un processus visant à étendre toujours davantage les libertés individuelles et collectives, à garantir le pluralisme politique et l'indépendance des syndicats et autres organisations du mouvement social, à généraliser la procédure du suffrage populaire et direct pour désigner les responsables à tous les niveaux, à favoriser l'indépendance de la justice, à doter la population de réels pouvoirs de contrôle sur les institutions et leur fonctionnement, à bannir toute forme de censure politique ou culturelle, à respecter la distinction entre vie privée et vie publique.

Une démocratie socialiste devrait ainsi signifier, non une restriction, mais un élargissement de la démocratie. Elle devrait reposer sur le suffrage universel le plus juste possible, avec représentation des minorités en proportion de ce qu'elles représentent. Elle devrait commencer à surmonter la division entre l'économique et le politique, la séparation entre le producteur et le citoyen. Elle devrait établir la responsabilité des élus devant leurs mandants, favoriser tout ce qui réduit la délégation de pouvoir, œuvrer à ce que l'État soit de moins en moins un corps séparé de la société. C'est pourquoi la démocratie politique doit être défendue contre toute atteinte, et ne peut s'épanouir qu'avec la démocratie sociale.

Cette ambition est contradictoire avec le recours à des formes de violence minoritaire ou de terrorisme. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, non d'avant-gardes autoproclamées ou de petits groupes prétendant libérer l'humanité aliénée à coups d'attentats contre des symboles de l'oppression ou d'assassinats individuels. Même face à la violence des classes possédantes lorsque leur pouvoir est menacé, la seule méthode participant de la libération sociale est celle de l'auto-organisation généralisée, de la défense par la population elle-même, dans le cadre des structures dont elle se sera dotée, de ses conquêtes sociales. L'expérience d'un siècle et plus de luttes de classes dans les pays où existe une vie démocratique, aussi encadrée soit cette dernière, confirme cette conviction.

A. FARADJI, C. PICQUET, F. SITEL

## → ÉLECTIONS EUROPÉENNES : AFFIRMER UN PROFIL UNITAIRE ET ANTICAPITALISTE !

*Nous sommes conscients qu'il n'est pas du ressort du CAN de donner des consignes de vote mais puisqu'une déclaration appelant à voter un amendement sur les européennes a été publié, nous donnons également notre avis.*

Les élections européennes de juin 2009 sont un enjeu politique important au vu de la situation politique générale et pour le NPA afin notamment de faire entendre une voix qui dise sans ambiguïté « Nous refusons de payer les frais de leur crise ». Il s'agit donc de s'en emparer dans le cadre d'une orientation clairement antica-

pitaliste et offensive qui ne se contente pas de répondre aux sollicitations des autres.

Ces élections vont se dérouler dans une situation globale particulière. Nous serons en juin en pleine crise sociale en France comme en Europe : on annonce par exemple 300 000 suppressions d'emploi rien qu'en France et 25 millions de chômeurs en zone euro. Face à ce contexte de crise, la question centrale de ces Européennes sera sans doute la question des réponses à la crise. La mise en avant d'un plan de sortie de crise et de rupture avec le capitalisme sera centrale à la fois dans les mobilisations et dans l'échéance électorale dans ses aspects français comme européens. Ce qui pose le problème d'un accord sur les mesures d'urgence à avancer.

Dans cette situation où l'anticapitalisme doit pour nous être au centre de la vie politique, l'émergence d'une force politique européenne anticapitaliste, même embryonnaire, même extrêmement diverse, doit être une priorité. Des listes anticapitalistes sont en discussion dans un certain nombre de pays comme l'Italie, la Pologne, l'Etat espagnol. Qu'existe un label commun, une déclaration commune à l'occasion de cette campagne, permettant de faire surgir à terme un parti anticapitaliste européen, est une nécessité pour une force comme la nôtre qui entend rompre avec le capitalisme et qui sait qu'à l'heure de l'euroeuropéanisation et de la globalisation du capitalisme, on ne peut agir seul dans le simple cadre national français.

Les élections européennes de 2009 ne sont pas la continuation de la campagne du Non de gauche au Traité Constitutionnel Européen de 2005 comme peuvent le laisser croire les camarades défendant l'amendement de Clermont-Ferrand dans la résolution sur les élections européennes. Cette période est bel et bien terminée. Ces trois dernières années ont été riches en éclaircissements. Elles ont vu tout d'abord le ralliement de tout le Parti Socialiste, autour de la synthèse du congrès du Mans mais également, il y a quelques mois officiellement autour de leur dernière déclaration de principes, à l'économie de marché. Puis le ralliement de José Bové à Ségolène Royal dans l'entre-deux tours des présidentielles et désormais au libéral Cohn-Bendit. Enfin, on a vu la direction du PCF réaffirmer, il y a quelques mois ses accords électoraux de partenariat fidèle avec le social libéralisme aux élections municipales et préparer déjà 2012 à travers les réunions du comité de liaison, ainsi que lors de leur dernier rendez-vous central, la fête de l'Humanité (où s'il y avait beaucoup de place pour le PS et les Verts, il y en avait beaucoup moins pour la gauche radicale...).

Le départ de Mélenchon du PS (que nous pensons positif car il est une nouvelle démonstration à une échelle large qu'il n'y a plus grande chose à attendre de ce parti) est, pour ces mêmes camarades, une occasion de rassembler la gauche de la gauche. Et à travers le front unitaire qu'il propose lors des élections européennes l'occasion du retour de la gauche du Non et de la thématique de la « gagne ». Par ailleurs, des Alternatifs, au parti de Gauche, en passant par la direction du PCF sans oublier le POI, voilà un « front de gauche » bien hétérogène. La clarté politique implique un choix d'indépendance vis-à-vis du PS sur l'ensemble des élections à venir : les Européennes mais également les régionales de mars 2010. Il ne peut y avoir de tactique électorale à géométrie variable selon les élections... et les postes à sauver Mais si nous sommes favorables à faire des listes unitaires, comme la LCR en a été à l'initiative dans de nombreux endroits lors des dernières élections municipales, cette unité doit se faire avant tout sur un contenu et dans la clarté. Et aujourd'hui, plus que jamais en période de crise, ce contenu doit être clairement anticapitaliste : proposer des revendications en rupture avec ce système et pas se satisfaire comme nous le propose l'amendement de Clermont-Ferrand de la Charte antilibérale. Avancer par exemple le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, la proposition de création de monopoles publics sous contrôle des salariés et de la population dans les secteurs bancaires ou du crédit... Un contenu qui soit également centré sur les mobilisations et l'organisation de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse, seules capables de changer le rapport de force.

C'est pour toutes ces raisons que nous appelons l'ensemble des militants et militantes du NPA à voter contre l'amendement de Clermont-Ferrand et voter pour le texte initial de la résolution européenne issue de la rencontre nationale des 8 et 9 novembre dernier.

RAYMOND ADAMS (LILLE), PIERRE BARON (PARIS 20),  
DOMINIQUE CARAT (MONTBÉLIARD), SANDRA DEMARÇQ (PANTIN),  
MARGAUX LEDUC (ALENÇON), ALAIN POJOLAT (PARIS 13),  
BÉATRICE WALYLO (BORDEAUX).

## → DECLARATION AU CAN DES 6 ET 7 DECEMBRE 2008

La discussion à propos des prochaines élections européennes a fait apparaître au sein du CAN un débat de fond. Le rapport présenté au nom du secrétariat ne répond pas aux besoins de l'heure, il est marqué par :

→ Une mésestimation de l'importance décisive que représenteraient, face aux positions libérales portées par l'ensemble des listes de la droite et de la gauche ralliées au libéralisme (liste du PS et liste écologiste derrière Cohn-Bendit), des listes unitaires de la gauche antilibérale et anticapitaliste. Listes défendant, dans la continuité de la bataille pour le « non » de gauche contre le TCE, la perspective d'une Europe sociale, démocratique et de paix.

→ Une non prise en compte des récentes évolutions à gauche (appel de Politis, position du PCF, proposition du Parti de gauche d'un front aux élections européennes, positions des Communistes unitaires, des Alternatifs, des CUALS...), qui indiquent la possibilité d'un accord sur des bases antilibérales et anticapitalistes pour des listes unitaires.

De telles listes unitaires, par le succès qu'elles rencontreraient seraient un formidable encouragement au développement des luttes dans une situation économique et sociale difficile pour les salariés.

A cette possibilité, le rapport présenté au nom du secrétariat oppose l'affirmation du seul NPA, et l'urgence... d'attendre de voir les évolutions des autres forces !

Nous considérons qu'au contraire l'urgence est que le NPA affirme sa volonté de travailler à l'unité de la gauche antilibérale et anticapitaliste pour les européennes, en proposant les bases politiques susceptibles de construire celle-ci : les mesures d'un programme d'urgence face à la crise capitaliste, la sortie du traité de Lisbonne, les propositions pour une Europe sociale, démocratique et de paix... Et en préconisant la réalisation d'un rassemblement qui ne se limite pas aux partis nationaux, mais impulse une dynamique tournée vers le mouvement social et appuyée sur des collectifs militants de base.

C'est à présent aux militantes et militants du NPA de se saisir de cette question et de la trancher positivement lors du prochain congrès.

L'acte de naissance du nouveau parti doit se faire sous le signe de l'ouverture et apporter la preuve que le NPA veut prendre toutes ses responsabilités dans une situation de crise capitaliste lourde de menaces pour les salariés et l'ensemble de la population.

Nous appelons les militantes et militants du NPA à voter pour des amendements qui proposent une démarche active de construction de listes unitaires aux européennes, à l'exemple de celui de Clermont-Ferrand, afin que ces votes soient pris en compte pour l'élection des délégués et comptabilisés nationalement permettant de dégager une majorité en faveur d'une démarche unitaire portée par le NPA.

Nous demandons la communication à l'ensemble des comités des rapports et textes présentés au CAN sur la question des élections européennes, ainsi que la présente déclaration.

Nous nous étonnons que le CAN n'ait pas été informé, au moment où la question a été abordée, du cadre et du contenu de la récente rencontre entre Olivier Besancenot, Pierre-François Grond et Jean-Luc Mélenchon.

MORGANE BESSÉ, YANN COCHIN, ALAIN FARADJI,  
CATHERINE JOUANNEAU, OLIVIER MOLLAZ, FRANCIS SITEL.

## → MISE AU POINT

**à propos de la déclaration des camarades Morgane Bessé, Yann Cochin, Alain Faradji, Catherine Jouanneau, Olivier Mollaz, Francis Sitel**

Dans une déclaration au CAN des 6 et 7 décembre, les camarades terminent ainsi : « Nous nous étonnons que le CAN n'ait pas été informé, au moment où la question a été abordée, du cadre et du contenu de la récente rencontre entre Olivier Besancenot, Pierre-François Grond et Jean-Luc Mélenchon. » La « rencontre » Grond-Besancenot / Mélenchon-Delapierre répondait à une demande pressante et insistante de JL Mélenchon pour voir Olivier et la direction de la LCR. Dans un contexte de transition entre la LCR et le NPA, il a semblé à la

LCR qu'elle pouvait répondre à cette demande dans un esprit de dialogue, mais elle a estimé qu'il n'était pas souhaitable qu'à cette étape du processus, la rencontre, fut-elle informelle, se fasse sous sa responsabilité. Pierre-François en a informé le secrétariat. Et à l'unanimité, le secrétariat a estimé que cela ne posait pas de problème de répondre positivement, dans la mesure où il était bien entendu qu'aucun décision ne pouvait être prise dans ce cadre et que seul le congrès de fondation pouvait décider de l'orientation que le NPA mettra en œuvre pour les européennes.

Lors de la rencontre, un échange a eu lieu sur la situation politique et Mélenchon a exprimé sa proposition d'ouverture des listes PdG/PCF à d'autres forces dont le NPA. Aucun scoop dont l'ignorance se serait avérée nuisible au contenu de la discussion que nous avons eu ensemble sur le fond au CAN et qui aurait rendu absolument indispensable un point spécifique au CAN. Mais nous concédons qu'il s'agit d'une erreur - involontaire - de ne pas l'avoir mentionné au cours du débat du samedi après-midi. Mais franchement si quelqu'un avait vraiment quelque chose à cacher, peut-on imaginer que l'on s'y serait pris ainsi ? Qui plus est, dès que la demande a été faite, l'oubli a été réparé puisqu'Olivier a fait un compte rendu exhaustif.

Du coup, nous nous étonnons que la déclaration des camarades se termine par cela. C'est dommage car cela place la discussion importante que nous devons avoir sur un terrain inhabituel, celui de la défiance, alors qu'au-delà des imperfections en partie inévitables, le travail fourni par le CAN ces derniers mois s'est justement fait en confiance. Rien de grave au demeurant, mais laissons cela de côté et discutons sur le fond, c'est beaucoup plus intéressant !

FRÉDÉRIC BORRAS (TOULOUSE), ALAIN CASTAN (MARSEILLE),  
MYRIAM DUBOZ (LYON), INGRID HAYES (PARIS), ALAIN POJOLAT (PARIS)

## → UNE PAGE BLANCHE AVEC LES SIGNATURES AU BAS : UNE UNITÉ SANS BASES POUR LES EUROPÉENNES ?

On nous dit que la base pour un accord « antilibéral » est d'évidence. Que l'on daigne prendre en considération que tout cela ne va pas de soi. Toute action politique nécessite la recherche de compromis. Mais encore faut-il que ces derniers nous rapprochent du but qu'on s'est fixé. Or :

« Le camp du non » n'existe plus, après la fin de la division entre « oui » et « non » au PS, le ralliement des Verts et de Bové à Cohn-Bendit, la réaffirmation de l'alliance avec le PS pour le PCF.

Les points principaux qui faisaient désaccord en 2006 (sortie du nucléaire ; régularisation sans condition de tous les sans papier) sont toujours là. Les textes qui circulent pour appeler à un front commun sont même en recul sur ce qui faisait accord à l'époque. L'exemple type étant la disparition de la demande d'une Constituante, seul cadre pour une nécessaire révolution démocratique pour une autre Europe.

Le point majeur est le suivant : la situation a radicalement changé avec la crise capitaliste. On ne peut plus prétendre répondre aux problèmes sociaux et écologiques sans une véritable remise en cause de ce système.

Sommes nous les seuls comme parti à défendre cela ? Non, bien entendu. Et c'est pour ça que, nous nous déclarons en faveur de listes unitaires sur ces bases. Mais au-delà ? Des compromis pour l'unité ? Peut-être. Lesquels ? Sur quoi faudrait-il se taire ? Pour certains camarades, on saisit que, bien en peine de citer les points sur lesquels il faudrait céder, l'idée de base est la suivante : l'impact de l'unité serait tel que l'essentiel est de poser des signatures communes, fusse au bas d'une page blanche.

Et puisqu'on parle de dynamique, revenons sur une question essentielle : l'indépendance vis-à-vis du PS. Mais justement nous dit-on, voilà une occasion où cette question peut être laissée de côté, et où on peut avancer sur ce qui unit, indépendamment de cette divergence. Mais ce qu'une masse importante de personnes souhaite, ce n'est pas spécialement de faire élire en plus grand nombre des députés dans une assemblée sans pouvoir, mais bien de changer le rapport de force politique au-delà de juin 2009. Or il ne fait de doute pour personne que cette coalition de circonstance se briserait dès le lendemain de l'élection. Et pas plus tard qu'aux élections régionales qui suivront neuf mois à peine ensuite, et dont les accords seront en fait scellés avant même le scrutin européen. La déception n'est pas probable, elle est certaine. Le npa, dont la crédibilité repose en grande partie sur la clarté des positions sur ces questions centrales payerait, à juste titre, le prix

fort d'une nouvelle volte-face. Il y a une façon simple d'écartier ce danger, c'est de refuser les alliances à géométrie variables, année paires avec le PS (comme aux municipales en 2008 et aux régionales en 2010), les années impaires avec les antilibéraux. Mais là, même s'il faut la vérifier, on connaît la réponse à l'avance en ce qui concerne le PC et le PdG. N'est-ce pas ?

SAMY JOHSUA, COMITÉ MARSEILLE 14-15

## → SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, CONTRIBUTION DU COURANT UNIR DE LA LCR

Ces élections européennes vont lier la confrontation à la crise capitaliste, qui exacerbe les affrontements de classe, et les politiques de l'Union européenne qui, sous la houlette conjointe des partis conservateurs et des partis sociaux-démocrates, font de l'Union une machine de guerre de l'ultralibéralisme pour imposer aux peuples le démantèlement des acquis sociaux et l'acceptation de modes de gouvernement bafouant la démocratie. A quoi il faut ajouter, pour la France, que ces élections vont constituer un rendez-vous politique important pour sanctionner le pouvoir sarkozyste et favoriser une reconfiguration du champ politique en fonction des diverses réponses à la crise et à ce pouvoir.

Face aux politiques bourgeoises qui s'imposent à l'échelle européenne, quelle opposition populaire s'affirmera ? Quelles réponses à la crise capitaliste seront défendues ? Tel est l'enjeu que ces élections vont cristalliser et qui sera déterminant pour les rapports de forces politiques et sociaux des années à venir.

Du côté de la gauche qui s'oppose au social-libéralisme du Parti socialiste, ces dernières années ont été dominées par une dynamique de désagrégation et de dispersion.

La division des forces qui ont porté le « non » de gauche au TCE, puis l'opposition au traité de Lisbonne, reste une menace dans la perspective des européennes de 2009 : l'éclatement pourrait alors devenir définitif. Une dispersion caricaturale de la gauche antilibérale lors de ces élections (des listes POI, LO, NPA, PCF, des Collectifs et des alternatifs...) conduirait à un monopole absolu sur la représentation parlementaire des partis prônant une Europe soumise au libéralisme. Ce serait l'effacement définitif du « non » populaire de 2005 à cette Europe-là.

Or, rien n'est joué.

Autant la situation apparaissait il ya encore quelques mois déterminée par les divisions et les dérives, autant récemment une série de signes politiques ont indiqué un possible renversement de tendance. La possibilité de listes unitaires lors des européennes a retrouvé une certaine crédibilité.

Ce fut d'abord l'appel Politis, qui a montré que des militants et des courants continuaient à porter une volonté de rassemblement réellement de gauche, et proposaient d'envisager une perspective unitaire pour les européennes. Un appel circule actuellement en ce sens.

Puis s'est concrétisée une initiative politique de poids : pour la première fois depuis des décennies, un courant vient de se détacher du PS sur sa gauche, pour créer un nouveau parti, le Parti de gauche. Une démonstration en devient possible dans le sens de ce que nous défendons : une politique de gauche, défendant les intérêts populaires, est en contradiction absolue avec la politique, les intérêts et les évolutions de l'appareil dirigeant du Parti socialiste et de la social-démocratie européenne.

L'autre initiative politique, combinée à la précédente, est à la veille d'un congrès de verrouillage, le tournant de la direction du PCF à propos des européennes pour réaliser un tel front de gauche.

Les Communistes unitaires, les Alternatifs et les Collectifs antilibéraux, engagés dans leur projet de constituer une fédération de militants, ont pris acte de ce changement et s'inscrivent également dans cette même perspective.

Quant au NPA il se voit interpellé de toutes parts sur ce que seront ses choix.

Jusqu'à présent les propos publiés ont donné de lui l'idée d'un a priori négatif par rapport à des listes unitaires aux européennes. Il convient au contraire de renvoyer un a priori positif. En effet il est de la responsabilité du NPA d'appuyer la possible dynamique unitaire en faveur de listes unitaires, et de militer pour que cette possibilité se concrétise.

Le rôle du NPA n'est pas d'entretenir des illusions quant à la possibilité de multiplier à l'échelle européenne des listes de type NPA. Ni de prôner « l'unité pour l'unité », mais au contraire de rendre possible l'unité en convainquant sur celle-ci est non seulement nécessaire mais concrétisable sur des bases politiques claires. Au demeurant le premier texte

d'orientation pour le congrès du NPA envisageait positivement les discussions pour des listes unitaires.

Des listes unitaires sont possibles parce qu'est possible un accord de forces différentes (s'opposant sur bien d'autres points) pour défendre ensemble un programme d'urgence face aux attaques capitalistes, un programme qui doit se déployer à l'échelle de toute l'Union européenne, moyen de montrer qu'une réelle alternative à la crise est envisageable à cette échelle. Une Europe sociale, démocratique, ce n'est ni un slogan, ni une utopie, mais le choix qui s'impose pour éviter une régression majeure.

Il faut engager vite et le plus largement ce débat sur les urgences sociales et démocratiques.

L'autre exigence que doit porter le NPA est que dès lors qu'un accord se concrétiserait sur le programme anticapitaliste à défendre, il conviendrait de ne pas se limiter à un contrat entre forces politiques nationales, mais d'en appeler à une dynamique populaire et militante, tournée vers le mouvement social, et appuyée sur un réseau de collectifs de base, comme cela s'est réalisé lors de la campagne pour le « non » de gauche. C'est ce type de rassemblement, un front, c'est-à-dire plus qu'un simple accord entre partis, qui peut ouvrir la possibilité d'une forte campagne militante et unitaire. Sans qu'il soit question de faire un parti commun, personne n'étant sommé d'adhérer au projet de tel ou tel parti, à commencer par le Parti de gauche !

Ne sous-estimons pas les conséquences pour l'avenir du NPA de ce choix déterminant concernant notre position dans les débats sur les élections européennes.

Les hasards du calendrier font en effet que l'acte de naissance du NPA va en effet coïncider avec ce positionnement pour les européennes.

## → NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE DE LA POLITIQUE POUR DE NOUVEAUX PARTIS

Ces débats sur les textes fondateurs et cette volonté d'établir des statuts c'est un peu comme vouloir mettre des murs qui nous enferment et nous isolent, ce n'est pas primordial. Restons ouvert. Que l'on soit d'accord ou non avec la constitution de la 5ème République, dans une démocratie, la fonction d'un parti politique est de présenter des candidats aux élections prévus par cette constitution. A cette fin, un parti se doit de communiquer de la façon la plus efficace pour convaincre le plus de citoyens possibles pour finalement obtenir le plus grand nombre de députés. Ensuite et ensuite seulement, il s'agit de voir avec qui (le PS par exemple !) on peut faire alliance et à quelles conditions, en fonction du rapport de force, pour obtenir la majorité à l'assemblée nationale afin de gouverner.

Dans l'état actuel des forces politiques à gauche dans notre pays, il y a deux stratégies possibles.

1) La « gauche plurielle » qui a été essayé et qui donne une hégémonie au PS. C'est justement ce que nous ne voulons plus !

2) Un rapport de force avec le PS. C'est la seule solution qui ne soit pas totalement « utopique », et qui le sera d'autant moins dorénavant depuis leur congrès de novembre 2008 !

Le but est donc de construire un grand parti ou un grand mouvement populaire anticapitalisme qui puisse rivaliser avec le PS. Ce parti ne peut pas se constituer ni par des accords nationaux des différents partis (PCF, NPA-LCR, PG, etc) ni par des initiatives soi-disant issue de la base des militants mais qui sont, de fait, manipulés par un appareil politique existant (exemples : candidature unitaire de gauche pour la présidentielle de 2007 qui a été manipulée par la direction du PC ou l'initiative de création du NPA manipulée par la direction de la LCR). Afin d'éviter justement les luttes de clans ou d'appareils, les manipulations diverses et les méfiances réciproques, ce parti ne peut se construire que par la base des militants au niveau local. Afin que les structures ne soit pas trop petites et parce que les militants se côtoient de longue date dans un département, on peut imaginer que les comités locaux se regroupent à ce niveau et à ce niveau seulement, sinon, c'est manipulation et méfiance réciproque garantie ! Citoyens, êtes-vous prêt pour ce changement de culture politique : directions nationales versus autonomie départementale (vertical/horizontal) ? D'autre part, pour faire le plus de suffrages possibles, il faut trouver pour chaque élection les meilleurs candidats. Le programme est secondaire dans le sens que l'on ne peut pas définir exactement un projet de société qui reste à construire avec l'ensemble des citoyens. C'est finalement à chaque candidat se déclarant disponible pour un scrutin de donner sa vision et d'exposer ses convictions.

L'urgence c'est l'élection européenne du 7 juin 2009. Il faut donc constituer un front du « non de gauche » avec les forces politiques en présence soit : le PCF, le PG, la Fédération de la gauche alternative (communistes unitaires, Alternatifs et les comités anti-libéraux qui existent encore) et nous. Ensuite, il s'agit de trouver les moyens de désigner nos représentants par un vote des militants. Sinon, comment prétendre que nous voulons faire de la politique autrement et que nous sommes un parti vraiment démocratique si la désignation des têtes de liste se fait en catimini par une négociation entre les dirigeants des différentes organisations politiques ? Il est donc primordial que cette désignation s'opère par un vote dans les comités, les cellules, les collectifs locaux dans chacune des grandes régions concernées par ce scrutin. Les candidats qui souhaitent se présenter font parvenir une profession de foi à tous les groupes locaux concernés par ce scrutin pour leur grande région (voir : <http://annuairepolitique.blogspot.com>). Chaque candidat fait ensuite sa pré-campagne comme il le désire. Puis, à une date choisie avec les autres formations entre le 2 et le 11 avril, le scrutin interne ou primaire se déroule. Une fois le scrutin dépouillé, celui qui recueille le plus de voix sera tête de liste, le second sera deuxième, etc.

CONTRIBUTION DU COMITÉ NPA DE TERRASSON-MONTIGNAC (24)  
RÉDIGÉ PAR MARC JUTIER (JUTIER.NET)

## → NPA ET NOUVELLE INTERNATIONALE

**Le NPA ne peut être anticapitaliste sans être internationaliste.** Il ne peut être internationaliste sans activités, campagnes et initiatives vers une nouvelle internationale.

**Pourtant nous sommes en retard :** le monde capitaliste est globalisé, les grands appareils et institutions du mouvement ouvrier réformiste se globalisent... mais le mouvement populaire, la gauche radicale et même le mouvement altermondialiste ne sont pas à la hauteur des enjeux de la politique mondiale actuelle.

Le NPA devra progressivement forger sa propre politique internationale, mais ce qui est sur, c'est qu'il faudra une **politique volontaire** de tout le parti, pas seulement des militants investis dans la structuration d'un secteur international, des commissions internationales mais de toutes les sections du parti.

**Cela pourra se faire à deux niveaux :**

**a) Les campagnes de solidarité internationale contre la globalisation capitaliste,** l'impérialisme américain mais aussi français et européen. Sur ce plan, il y a une longue tradition de la LCR mais aussi de secteurs de la gauche anticapitaliste : depuis la solidarité avec la lutte des peuples algérien, vietnamien, latino-américains, palestinien, africains contre l'impérialisme et pour leur libération nationale et sociale. Il faut nous en inspirer et l'adapter à la nouvelle époque. De ce point de vue, la participation au mouvement altermondialiste et aux forums sociaux mondiaux est très importante.

**b) Et la construction d'un nouveau rassemblement international des forces anti capitalistes et révolutionnaires vers une nouvelle internationale où le NPA aura une responsabilité particulière. Là aussi, nous ne partons pas de zéro. Il y a eu les conférences de la gauche anticapitaliste européenne,** notamment, celle de décembre 2008 (voir la déclaration adoptée par la conférence). Il y a aussi les conférences internationales de Mumbai en Inde et de Porto Alegre au Brésil, d'autres rencontres à Bamako ou à Beyrouth, par exemple. Le NPA doit servir à faire un pas en avant vers de nouveaux rassemblements internationaux.

**Quelles seront dans ce but, les relations du NPA avec la IVe Internationale ?** Le NPA ne sera pas comme l'est la LCR, section française de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Pourquoi ? Parce que, la IV<sup>ème</sup> Internationale est un courant historiquement délimité, or le NPA a vocation d'être un parti pluraliste, embrassant des expériences, des courants et des militants de traditions et de sensibilités anticapitalistes diverses..

Il doit constituer une nouvelle réalité politique et organisationnelle. Le NPA aura sa propre politique internationale décidée en toute indépendance, son objectif , c'est un nouveau rassemblement international. Mais parce que la IV internationale se donne aussi comme objectif d'aider à ce rassemblement international pluraliste, qu'elle est un acquis comme cadre de regroupement international et que la LCR y joue un rôle important, nous proposons que le NPA profite de cet acquis et aide à le préserver en assurant le maintien d'une partie des tâches que la LCR avait dans la IVe Internationale : activités , participation aux discussions, aux instances , et cela en toute transparence.

## COMMUNIQUÉ

### → CONFÉRENCE ANTICAPITALISTE EUROPÉENNE DU 13 DÉCEMBRE 2008

Une conférence de la gauche anticapitaliste européenne s'est tenue à Paris à l'invitation de la LCR et du NPA. Nous tenons d'abord à manifester notre solidarité avec la révolte de la jeunesse grecque contre l'assassinat du jeune Alexandros Grigoropoulos. Dans ces heures graves, nous soutenons pleinement le combat des organisations de la gauche anticapitaliste contre la répression, les plans capitalistes et la corruption du gouvernement Caramanlis. Cette explosion sociale est révélatrice des tensions qui sont en train de s'accumuler en Europe contre les plans des capitalistes et des gouvernements de l'Union Européenne. D'autant que face à la crise capitaliste, les politiques des classes dominantes et des gouvernements vont aggraver les conditions de vie de millions de travailleurs. Nous rejetons les plans des gouvernements de l'UE qui sauve les banques et pas les peuples.

Cette Europe n'est pas la nôtre, comme l'a clairement exprimé le NON à la constitution européenne en France et en Irlande. Nous proposons au contraire un plan d'urgence anticapitaliste qui s'oppose aux centaines de milliers de licenciements prévus par les patrons et donne la priorité à l'emploi, aux salaires, aux services publics, qui mette en avant la nationalisation intégrale des systèmes bancaires et de crédit sous contrôle des salariés et des populations et qui satisfassent les besoins sociaux face à la crise écologique et climatique. Car il ne s'agit pas de remettre en cause les prétendus excès de la « financiarisation » et d'améliorer la gestion du système, mais de rompre avec le capitalisme et sa logique.

Dans ces conditions, et en tenant compte des particularités de chaque pays, nous nous engageons à construire une opposition coordonnée et unitaire contre les attaques patronales et gouvernementales et en même temps à créer les conditions d'une alternative politique et d'un pôle anticapitaliste qui s'appuie sur les mobilisations populaires, défende une Europe au service des travailleurs et des peuples, et refuse tout soutien ou participation à des gouvernements avec le social libéralisme des partris sociaux-démocrates ou du centre gauche. C'est sur cette base, et au delà des possibilités et des choix de chaque organisation, que nous comptons être présents, pour défendre nos propositions politiques, lors des prochaines élections européennes.

Mais avant ces échéances, nous participerons à une grande manifestation unitaire contre l'OTAN à Strasbourg à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de cette organisation, symbole du militarisme impérialiste dans le monde.

BELGIQUE : LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (LCR-SAP)

ESPAGNE : IZQUIERDA ANTICAPITALISTA (IA, GAUCHE ANTICAPITALISTE)

FRANCE : LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (LCR)

GRANDE-BRETAGNE : SOCIALIST PARTY (SP, PARTI SOCIALISTE) ET SOCIALIST WORKERS PARTY (SWP, PARTI SOCIALISTE OUVRIER)

GRÈCE : ENANTIA (GAUCHE ANTICAPITALISTE UNIE), SEK (SOSIALISTIKO ERGATIKO KOMMA), OKDE-SPARTAKOS, KOE (ORGANISATION COMMUNISTE GRECQUE) - SYRIZA, DEA (GAUCHE OUVRIÈRE INTERNATIONALISTE) - SYRIZA, ROSA - SYRIZA, KOKKINO - SYRIZA

ITALIE : SINISTRA CRITICA (SC, GAUCHE CRITIQUE)

IRLANDE : PEOPLE BEFORE PROFITS (PbP, LE PEUPLE AVANT LES PROFITS)

POLOGNE : POLSKA PARTIA PRACY (PPP, PARTI POLONAIS DU TRAVAIL)

SUÈDE : SOCIALISTISKA PARTIET (SP, PARTI SOCIALISTE)

### → POUR UN SOCIALISME INTERNATIONALISTE DU XXI<sup>ème</sup> SIÈCLE

Quel contenu donner aujourd'hui à un socialisme internationaliste ? Les mots socialisme et communisme ont été confondus voire identifiés avec le nationalisme par le stalinisme et la social-démocratie qui ont fini par renier tout combat internationaliste, mais aussi par bien des dirigeants et futurs dictateurs, des mouvements de libération nationale reprenant l'imposture de Staline du « socialisme dans un seul pays »

Bien des idées sont à reformuler, des ruptures à opérer à partir des bilans des luttes passées pour envisager une perspective internationaliste moderne.

Le capitalisme a plus que jamais internationalisé la production et la concurrence entre les peuples à l'échelle mondiale, en accaparant la richesse entre de moins en moins de mains.

Avec la chute du mur de Berlin, le « communisme » stalinien s'est effondré, après la chute de la social-démocratie dans le camp des bourgeoisies dès la fin de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale. Les régimes nationalistes radicaux issus de la vague de luttes

anticapitalistes d'après guerre, dont nous étions solidaires, ont aussi été entraînés dans la mondialisation impérialiste.

Ainsi, aujourd'hui, il existe les bases objectives pour un internationalisme dégagé de ces nationalismes, même si le cadre imposé aux luttes est d'abord national.

On a pu penser que par ses discours anti-impérialistes, la nationalisation de certaines entreprises, Chávez instaurerait un nouveau socialisme au Vénézuéla, poussé par la résistance de son peuple, dont nous sommes solidaires. Mais c'est sous la tutelle de l'Etat, propriétaire du pétrole, que des aides sont attribuées au peuple, pour des mesures sociales limitées. Les nationalisations, imposées par les ouvriers, se font avec rachat aux capitalistes. Le contrôle ouvrier « patriotique » est encadré par l'armée et l'Etat. A la tête de l'Etat et du parti créé par en haut par Chávez, le PSUV, les liens avec la bourgeoisie sont nombreux et les concessions de plus en plus importantes. Ainsi, les récentes lois habilitantes renforcent le pouvoir présidentiel en s'en prenant à ceux qui troublent « la paix sociale », donc aussi au mouvement social, ce que dénoncent des militants révolutionnaires vénézuéliens présents dans les luttes. Etre solidaire de la lutte des peuples n'est pas se taire sur la politique de leurs dirigeants.

En intégrant les leçons des faillites des vieux partis issus du mouvement ouvrier, de l'impasse du nationalisme, même le plus radical, imposé par en haut, une nouvelle conscience socialiste internationaliste peut surgir.

Pour s'organiser avec toutes les couches opprimées contre ce système, imposer une planification socialiste, les travailleurs auront besoin de la démocratie la plus large, ne préservant aucun intérêt capitaliste, aussi national et patriotique soit-il. Cela nécessite leur regroupement dans des partis révolutionnaires de masse, dans la confrontation libre et démocratique du combat de classe commun.

MÓNICA, (LORMONT, 33)

### → LETTRE DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

A l'adresse des membres du Comité d'animation national, le 20/12/2008

Chers camarades,

La Gauche révolutionnaire participe depuis le début au processus pour la construction d'un Nouveau parti anticapitaliste. Dans une situation où le débat politique est quasi entièrement dominé par la bourgeoisie, la nécessité d'un nouveau parti qui organise les travailleurs et leur redonne une voix politique contre le capitalisme est brûlante. C'est un des éléments de notre analyse depuis les années 90 en France et aussi dans notre internationale le Comité pour une Internationale Ouvrière, dont de nombreuses sections participent à de nouveaux partis comme le P-SoL au Brésil.

**La crise actuelle du capitalisme rend encore plus urgente la construction d'un tel parti de lutte pour les travailleurs et la jeunesse.**

Et elle montre le caractère instable de ce système. Il semble assez certain que ce n'est pas qu'une crise conjoncturelle mais bien une crise profonde de tout le système capitaliste, qui va dominer les prochaines années, au moins dans certains pays. Les premiers effets se font sentir et montrent que les capitalistes et les gouvernements à leur service feront tout pour rejeter le coût de cette crise sur les travailleurs. Il s'agit d'un tournant majeur d'un point de vue économique donc aussi d'un point de vue politique. Les attaques du patronat et du gouvernement vont redoubler. Face à cette offensive dans la lutte des classes par la bourgeoisie, le NPA peut être le premier pas vers la reconstruction d'un véritable parti des travailleurs, luttant contre le capitalisme et pour le socialisme. L'offensive économique et sociale se double d'une offensive politique et idéologique, et en même temps, une réelle fébrilité agite les milieux capitalistes. C'est pour nous un véritable avantage si nous savons formuler un point de vue de classe sur des questions comme les nationalisations, la lutte contre les licenciements...

Les travailleurs sont abandonnés par les anciens partis ouvriers (PS et PCF) qui ont mis en place les attaques néolibérales quand ils étaient au gouvernement. Ces partis n'aspirent qu'à gérer le capitalisme en lui donnant un vernis plus ou moins social. Quant aux directions des syndicats, elles n'ont cessé de chercher à négocier à n'importe quel prix et à freiner voire empêcher les luttes. S'il faut développer une politique efficace vis à vis de l'électorat de ces partis et de la base des syndicats (d'autant plus qu'en général nous sommes dedans), il faut aussi voir que la grande majorité des travailleurs atten-



dent autre chose : un parti capable de jouer un rôle moteur dans les luttes et de tracer une perspective d'avenir. Les luttes récentes dans la jeunesse comme dans la classe ouvrière, bien que souvent défensives, ont également montré ce besoin, et aussi en partie cette disponibilité, pour un parti qui redonne une indépendance politique aux travailleurs et aux couches qui leurs sont alliées.

**C'est une courte présentation de notre analyse, (plus détaillée dans nos articles de journaux, déclarations et brochures), pour expliquer pourquoi nous avons dès le début répondu favorablement à l'annonce du lancement d'un nouveau parti, en y apportant, comme beaucoup, nos propositions.**

Il est certain qu'un nouveau parti ne va pas surgir comme cela en quelques mois, et qu'il a besoin de clarifier ses idées, son programme, la mise en application de ceux-ci, par la pratique et le débat collectif. C'est de cette manière que nous avons participé aux structures et initiatives du NPA. Et nous souhaitons continuer notre participation active, en faisant que l'ensemble de nos membres puissent trouver un comité NPA (ce qui n'est pas obligatoirement simple : isolement, horaire de travail, vie de famille...), et en essayant, comme nous le faisons déjà, de gagner de nouveaux membres au NPA. Le Congrès de 2009 est pour nous un congrès d'étape et de lancement plus large du NPA. Le processus va se poursuivre et devra permettre de continuer les débats pour clarifier et affiner le programme, les méthodes... du NPA. Des courants existent et d'autres se forment, et des débats constructifs et approfondis, organisés de manière démocratique, ne peuvent que renforcer le parti, lui permettre d'avoir une position claire sur les principales questions politiques et les événements surgissant dans la lutte des classes. Comme chacun a pu le lire dans notre matériel, nous ne pensons pas que la LCR avait besoin de se dissoudre pour lancer un nouveau parti, car même prononcée en congrès, la dissolution dans les faits ne se fait pas par décret : de nombreux débats et prises de positions restent à ce jour ceux de la LCR. Si l'on veut vraiment avancer, il faudra prendre le temps de discuter de manière plus approfondie de nombreuses questions et à la lumière de contributions variées.

Le NPA doit donc être un outil de débat, d'organisation, et d'élaboration d'une perspective authentiquement socialiste. Des courants éditant des revues, des journaux, sans compter internet sont inévitables et indispensables. En faisant cela de manière constructive, cela ne peut qu'aider à clarifier le programme du parti et le renforcer.

C'est pour cela que la Gauche révolutionnaire a toujours dit qu'elle intégrerait le NPA en tant que courant, conservant une partie de ses structures, ses finances propres (nous ne demandons pas au NPA de financer nos analyses) tout en construisant le parti. Le matériel édité par notre courant fera référence explicitement au NPA et à la nécessité de le construire tout en développant nos propres positions si nécessaire. Nous diffuserons le matériel du NPA (journaux ou autre) mais c'est là quasiment une évidence. Nous serons évidemment prêts à participer à l'élaboration, le débat restant néanmoins entier sur la forme et le contenu du futur matériel.

Enfin la Gauche révolutionnaire fait partie d'une internationale, le CIO, organisation trotskyste présente dans une quarantaine de pays, financée par ses membres et par des initiatives financières spécifiques, et ayant ses propres événements internationaux, ses débats et décisions que nous publions régulièrement. Nous pensons que les membres de la 4ème internationale auraient pu rester en courant dans le NPA, pour continuer à participer à la vie de leur internationale. Pour notre part, nous ne demandons pas le financement de notre internationale aux militants du NPA, car financer veut dire être en accord avec la politique menée, ce qui demanderait bien plus de discussions. Nous partageons par contre l'idée qu'il faut ouvrir le débat sur la question d'une nouvelle internationale.

Chers camarades, l'objet de cette lettre était de répondre à la demande de certains camarades du NPA ou du CAN de dire de manière explicite notre attitude. Cette lettre reprend en grande partie notre contribution pour les 8/9 novembre. Certains passages peuvent sembler encore insuffisamment clairs, nous sommes donc prêts à en discuter (un rendez-vous avec le secrétariat du CAN est prévu pour janvier). Mais en tant que marxistes, nous savons aussi que beaucoup de choses prennent vraiment leur réalité par la combinaison des idées et de la pratique. Le NPA est encore balbutiant pour beaucoup d'aspects mais le potentiel est là. Un échec dans la construction de celui-ci pèserait de manière négative auprès de nombreux jeunes et travailleurs. Il va de soi que la construction de ce nouveau parti va demander beaucoup d'efforts, nous fournirons les nôtres.

POUR LA DIRECTION DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE,  
ALEX ROULLARD, VIRGINIE PRÉGNY, LEILA MESSAOUDI

## → PRISE DE POSITION DU CAN À PROPOS DES CONTRIBUTIONS ÉMANANT NOTAMMENT DU GROUPE CRI

Lors du secrétariat de lundi 22 décembre, nous avons fait le point sur les contributions et les amendements (très nombreux ; par exemple, aux alentours de 600 pour le seul texte « principes fondateurs ») reçus des comités, dans le cadre de la préparation des deux bulletins prévus (électronique et papier pour les amendements, uniquement électronique pour les contributions).

S'est posée à ce moment la question des textes qui nous ont été adressés par la « tendance révolutionnaire » formée par le groupe CRI : une « déclaration » de tendance de 27.000 signes ; des amendements aux principes fondateurs pour un total de 26.000 signes (soit la longueur du projet lui-même) ; des amendements aux statuts (2.400 signes) ; une « résolution politique générale », alternative au texte orientation, de 35.000 signes ; et enfin une résolution Europe, également alternative au texte soumis par le CAN, de 2.500 signes. Soit un total de 93.000 signes de textes – plus que l'ensemble des textes soumis au vote par le CAN.

Etant donné qu'il avait été établi très clairement, dès le début, que tous les textes ou amendements soumis au vote, y compris ceux portés par un ou plusieurs camarades individuellement et non par un comité ou une commission, devaient, pour être pris en compte, être transmis par un comité ou une commission ; que par conséquent l'envoi du CRI n'entre pas dans le cadre des règles communes que nous nous sommes fixées ;

Etant donné par ailleurs que ces textes du CRI étaient déjà publics avant même de nous avoir été adressés, consultables sur le site Internet de sa « tendance révolutionnaire » (<http://tendancerevonpa.googlepages.com>) et circulant largement à l'initiative de militants du CRI sur divers forums et blogs ; Le secrétariat a adopté à l'unanimité des présent-e-s la position consistant à ne pas les publier dans le bulletin intérieur. Cette position a été confirmée par le CAN.

En revanche, les « contributions » adressées par des membres du CRI l'ont été dans les règles : 7 contributions individuelles pour un total de 23.000 signes (ce qui est toute de même beaucoup), ainsi que celle du comité étudiant de Mont-Saint-Aignan / Rouen (6.000 signes dans le bulletin des contributions collectives). Vous les trouverez ci-après.

## → QUEL AXE POUR LA RÉOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE GÉNÉRALE : INCURSIONS DANS LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE ET AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES OU EXPROPRIATION DU CAPITAL ET GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS ?

Le programme d'action du NPA doit, en partant de leurs revendications actuelles, chercher à conduire les travailleurs à la conclusion qu'il est nécessaire pour les satisfaire de conquérir le pouvoir politique.

La perspective d'incursions dans la propriété capitaliste ou d'une autre répartition des richesses est à la fois insuffisante et illusoire. Elle est insuffisante car elle ne remet pas en cause le capitalisme lui-même. Elle est illusoire car les principales conquêtes sociales ne sont pas le résultat de luttes pour des réformes, mais des sous-produits des luttes révolutionnaires (c'est-à-dire remettant en cause le pouvoir de la bourgeoisie) trahies par les directions réformistes.

Ansi la grève générale de juin 36 avec occupations d'usines ouvrait la voie à la révolution. Craignant de perdre son pouvoir, la bourgeoisie était prête à d'importantes concessions. Mais seules les directions du PCF et de la SFIO avaient assez d'influence sur les ouvriers pour les persuader d'arrêter la grève. Au lieu de développer l'auto-organisation et de préparer la prise du pouvoir, elles ont organisé les négociations. Résultat : la semaine de 40h et les deux premières semaines de congés payés, mais le maintien de l'exploitation capitaliste. De même, les nationalisations de 45 constituaient des incursions dans la propriété capitaliste et des acquis sociaux y sont liés, mais elles ne remettaient pas en cause le capitalisme.

Dès que le rapport de forces s'est modifié, la bourgeoisie a commencé à reprendre ce qu'elle avait dû céder face à la menace de la révolution. Il n'est pas possible de combattre une telle offensive sans lutter dans la perspective du gouvernement des travailleurs. Or, les luttes contre l'offensive néolibérale ont manqué d'un tel axe. Elles ne pouvaient donc pas réussir à stopper le démantèlement des acquis, mais seulement le ralentir.

En outre, il y a des mesures que, même sous la pression, aucun gouvernement bourgeois ne peut mettre en œuvre, comme l'interdiction des licenciements, car elle est en contradiction avec la propriété privée des moyens de production. La crise ne peut commencer à être résolue d'une façon favorable aux travailleurs que par l'expropriation des banques et leur fusion en une banque unique sous contrôle des travailleurs. Or, étant donné l'interpénétration du capital bancaire et industriel, cette première expropriation implique presque immédiatement celle des grandes entreprises. Une telle tâche ne peut être accomplie que par un gouvernement des travailleurs, pour les travailleurs et par les travailleurs. C'est l'une des idées-clés pour lesquelles nous nous reconnaissons dans le projet d'une tendance révolutionnaire (cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>).

GUILLAUME (UNIVERSITÉ DE PARIS-VII)  
ET LUDIVINE (UNIVERSITÉ DE ROUEN MONT-SAINT-AIGNAN)

## → DE L'IMPORTANCE DE LA JEUNESSE ET DE SON AUTONOMIE POUR LE PROJET RÉVOLUTIONNAIRE

Bien sûr, la jeunesse n'est pas une classe sociale : il y a de jeunes capitalistes et de jeunes ouvriers, de jeunes cadres supérieurs et de jeunes chômeurs. Pourtant les jeunes jouent un rôle particulier dans la lutte des classes. Pourquoi ? Ils sont souvent parmi les premières victimes du système capitaliste. Les jeunes scolarisés subissent non seulement le caractère de classe d'un système scolaire conçu pour former les futurs producteurs selon les besoins du capital, mais aussi les réformes liquidant l'enseignement public. Les étudiants sont fortement touchés par la soumission croissante des facs au patronat. Quant aux jeunes travailleurs, ils subissent une exploitation spécifique, des discriminations à l'embauche, au salaire et aux conditions de travail. Enfin, le capitalisme condamne de plus en plus de jeunes au travail précaire, voire purement et simplement au chômage.

Dans les luttes, les jeunes se montrent souvent particulièrement radicaux. On l'a vu en 2005 avec le mouvement contre la réforme Fillon de casse du bac. On l'a vu avec le soulèvement très déterminé des jeunes des quartiers populaires, les plus exploités et des plus opprimés, contre l'Etat bourgeois, suite à l'assassinat par la police de Bouna et Zyad. On l'a vu en 2006 avec les deux mois de lutte contre le CPE, marquée par l'occupation de 80 facs, des AG partout et une coordination nationale dirigeant la lutte. On le voit à nouveau avec le soulèvement de la jeunesse grecque, touchée à la fois par les réformes de privatisation des universités, la précarité et les bas salaires. À chaque fois les gouvernements sont ébranlés.

Au delà des déterminations sociales indiquées, leur radicalité s'explique par le fait que les jeunes sont moins sous la tutelle des partis de la bourgeoisie et des partis réformistes et échappent plus facilement au contrôle des syndicats réformistes que leurs aînés.

Pour toutes ces raisons, le NPA doit porter une grande attention à la jeunesse et accorder une complète autonomie politique et organisationnelle aux comités jeunes, avec leur propre fédération nationale.

Cela est d'autant plus nécessaire qu'il est impératif de gagner progressivement au programme de la révolution les jeunes des quartiers populaires, qui se révoltent déjà, mais pour le moment sans expérience politique organisée. Tout en bénéficiant de l'aide des militants plus expérimentés, les jeunes doivent pouvoir assimiler le programme révolutionnaire à travers leur propre expérience. Ils apporteront leur audace, leur créativité et leur enthousiasme à tout le parti.

Ce sont quelques-unes des positions qui font que nous nous reconnaissons dans le projet d'une tendance révolutionnaire (cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>).

Agnès (Paris VII), Céline (Tolbiac), Cuong (Paris VII), Julien (Paris VII), Marc-Aurèle (Paris VII), Marie (Sorbonne).

## → COMMENT LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION DE LA POSTE : PAR UNE PÉTITION POUR UN REFERENDUM OU PAR LA GRÈVE ?

Une discussion a traversé de nombreux comités NPA : faut-il signer l'appel unitaire contre la privatisation de La Poste ? À notre avis, non. Voici pourquoi. L'appel associant toutes les directions syndicales

et la plupart des partis « de gauche » propose une stratégie centrée sur l'exigence d'un « débat public » et d'un « référendum », justifié par l'affirmation que « le service public postal appartient à tous les citoyens ».

Or, tout en mentionnant en passant les « nécessaires mobilisations des postières et des postiers », sa logique revient à en mettre implicitement en cause la légitimité. Car, si la décision appartient aux citoyens, alors la grève même majoritaire des travailleurs de La Poste ne saurait légitimement décider. Pour nous, qui défendons les intérêts des exploités et des opprimés, la légitimité d'une lutte ne se mesure pas au nombre de voix que le « oui » ou le « non » obtiendrait lors d'un référendum. Sarkozy a été élu par 53% des voix : cela ne rend pas sa politique de casse sociale plus légitime. Le suffrage universel n'est pas neutre, lorsque la bourgeoisie dispose de l'Etat, de l'école, des médias pour formater la prétendue « opinion publique ». D'un point de vue de classe, la légitimité d'une lutte se décide d'après les intérêts qu'elle défend : sont-ils, oui ou non, ceux du prolétariat dans son ensemble ?

En outre, cet appel sème de graves illusions. La convocation d'un référendum dépend en dernière analyse de Sarkozy. Or, soit il décide de lui-même de le convoquer (en choisissant la question et le moment du vote) car il pense pouvoir le gagner ; soit il ne veut pas le convoquer car il craint de le perdre et alors ce n'est pas une pétition qui l'y forcera. Bref, on ne peut pas contourner la nécessité de créer un rapport de forces par la lutte des classes.

Or, en semant des illusions, cet appel détourne les travailleurs de la préparation de la seule méthode efficace contre la privatisation : la grève de tous les travailleurs de La Poste jusqu'au retrait.

Enfin, cela empêche de poser le problème central de la convergence dans la lutte avec les autres salariés confrontés aux attaques du gouvernement et du patronat (automobile, enseignement, INSEE, Météo France, cheminots, hospitaliers, etc). Or, le gouvernement Sarkozy ne reculera que face à un mouvement d'ensemble ou au moins face au risque sérieux d'un mouvement d'ensemble.

Au refus de la privatisation, le NPA doit ajouter l'exigence de l'ouverture des livres de compte et du contrôle des salariés sur la gestion de La Poste pour qu'elle serve au mieux l'ensemble des travailleurs.

C'est l'une des positions qui font que nous nous reconnaissons dans le projet d'une tendance révolutionnaire (cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>).

EDGAR (COMITÉ PARIS XIXÈME PANTIN-JAURÈS), QUENTIN (COMITÉ ORLÉANS (45)).

## → GAGNER LES TRAVAILLEURS ET LES JEUNES DES QUARTIERS POPULAIRES AU PROGRAMME DE LA RÉVOLUTION

La bourgeoisie essaye présenter le problème des « banlieues » comme un problème à part. Pourtant il n'en est rien. Le chômage de masse, la précarité, les discriminations, les violences policières, les cités-dortoirs misérables où l'on parque les travailleurs et leurs familles, la liquidation des services publics sont le produit du capitalisme français et de la politique des gouvernements successifs, de droite comme « de gauche ».

Les travailleurs habitant des quartiers populaires, en particulier les jeunes, sont donc parmi les plus exploités et les plus opprimés dans cette société.

Particulièrement écrasés par ce système, ils se révoltent violemment contre lui de façon périodique : des Minguettes (1981) à Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) à Clichy-sous-Bois (2005)...

À chaque fois la bourgeoisie stigmatise les prétendues « racailles » ou « sauvages » : elle voudrait nous faire croire qu'ils seraient les responsables de maux dont ils sont en réalité les victimes.

Pour nous, la révolte des exploités et des opprimés est légitime. Leur violence, qui n'est que l'envers de la violence du capital à leur encontre, l'est aussi. Pour renverser l'État bourgeois, il faudra être capable d'affronter et de vaincre sa police. Les travailleurs et les jeunes des quartiers populaires, en montrant leur refus de se laisser écraser, montrent qu'ils sont une force sociale essentielle pour en finir avec cette société.

Mais la limite de ces révoltes, c'est qu'elles manquent souvent d'un programme politique clair. La responsabilité en incombe aux organisations réformistes du mouvement ouvrier et à leurs satellites qui, dans le cadre de leur politique générale,

les ont manipulés à des fins électoralistes et délaissés, au lieu de les aider à transformer leur révolte en révolution.

Comme parti anticapitaliste conséquent, le NPA peut et doit se donner comme l'une des ses tâches centrales de chercher avec détermination et patience à gagner les travailleurs et les jeunes des quartiers populaires au programme de la révolution.

Pour cela, il doit savoir apprendre de l'expérience des authentiques militants des quartiers populaires. Il doit participer au combat des habitants des quartiers contre la ghettoïsation, les crimes et violences policières impunis, les contrôles au faciès, les logements insalubres, les emprisonnements et humiliations, contre les licenciements, la précarité, et le chômage, dans la perspective d'un gouvernement des travailleurs par les travailleurs et pour les travailleurs.

Ce sont quelques-unes des idées pour lesquelles nous nous reconnaissons dans le projet d'une tendance révolutionnaire (cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>).

FLOR (COMITÉ EST MONTREUIL), CORENTIN (COMITÉ DE ROMAINVILLE).

## → POUR UN COURANT INTERSYNDICAL LUTTE DE CLASSE UNIFIÉ DANS LES SYNDICATS

Pour un parti NPA voulant être un instrument utile à la lutte des travailleurs dans la perspective du renversement du capitalisme, le travail syndical a une grande importance.

Tout d'abord, le NPA doit inciter ses militants à s'investir activement dans les syndicats du mouvement ouvrier, en privilégiant ceux qui sont les plus importants, c'est-à-dire avant tout la CGT, la FSU dans l'enseignement, parfois Solidaires ou FO. Sans attendre les luttes, ils doivent inciter les travailleurs à se syndiquer et veiller au fonctionnement démocratique des syndicats (réunion régulière des adhérents, élection et contrôle des responsables). Ils ne prennent eux-mêmes des responsabilités que s'ils peuvent être élus par les syndiqués sur la base de leurs positions de classe ouvertement défendues.

Mais le NPA doit aussi œuvrer au regroupement des militants syndicaux lutte de classe dans un courant intersyndical, délimité par la défense des principes du syndicalisme de classe et de masse. En effet, pour que les syndicats soient des instruments de lutte dans les mains des travailleurs, il est nécessaire de mener un combat déterminé contre les bureaucraties syndicales, qui sont organisées et organiquement liées au capitalisme, voire à l'État. Tout en dénonçant la collaboration de classe et la trahison des luttes, les militants proposent une ligne alternative à celles des directions.

Cela est encore plus important à un moment où patronat et gouvernement s'apprêtent à essayer de décharger la crise du capitalisme sur les travailleurs et où les directions syndicales continuent à participer aux concertations et refusent d'organiser sérieusement le combat.

Il faut donc se réjouir des pas en avant récents pour le regroupement des militants syndicaux lutte de classe, des Forums syndicaux pour un syndicalisme de classe et de masse jusqu'à la constitution, à l'issue du meeting du 29 novembre 2008 qui a rassemblé 250 militants, d'un Comité national de militants oppositionnels de la CGT.

Il faut maintenant construire ce regroupement et avancer vers la fusion avec les autres regroupements existants (collectif des signataires de la « Lettre ouverte aux états-majors syndicaux », CILCA, Continuer la CGT, Où va la CGT...). Pour y parvenir, ce regroupement doit mettre au centre de son combat la perspective de la grève générale interprofessionnelle pour stopper les coups du gouvernement et du patronat. La bataille pour centraliser la lutte des travailleurs de l'automobile, premiers touchés par la crise, est très importante. Enfin, il faut mettre en place peu à peu des réunions régulières, des meetings massifs partout en France, un journal, des communiqués et des tracts...

Ce sont quelques-unes des positions qui font que nous nous reconnaissons dans le projet d'une tendance révolutionnaire (cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>).

SYLVAIN (EVRY) ET SERGE (BREST)

## → POUR UN PARTI DÉFENDANT LES INTÉRÊTS DU PROLÉTARIAT POUR ÊTRE ANTICAPITALISTE JUSQU'AU BOUT, LE NPA DOIT SE DÉFINIR CLAIREMENT COMME UN PARTI DE CLASSE.

En effet, sous le capitalisme, les principaux moyens de production sont la propriété d'un petit nombre de personnes, les capitalistes. Ceux qui ne possèdent pas de moyens de production sont contraints pour vivre de vendre leur force de

travail à une valeur socio-historiquement définie, telle qu'elle rapporte plus au capital qu'elle ne lui coûte : ces travailleurs, ouvriers ou employés, manuels ou intellectuels, constituent le prolétariat. La production, organisée en vue du profit maximum, implique une tendance permanente à l'augmentation l'exploitation : les besoins du capital et les aspirations de la classe ouvrière sont incompatibles. D'où une lutte des classes permanente.

Directement subordonnés au capital exploiteur, ces travailleurs salariés constituent la classe qui peut accéder le plus spontanément à la volonté de changer la société capitaliste. De même, ils sont en mesure de bloquer l'économie, par la grève, jusqu'à la grève générale. Enfin, c'est la classe capable de jeter les bases d'un nouveau système, fondé sur la propriété collective des moyens de production. L'histoire montre que le prolétariat est la classe motrice dans les processus révolutionnaires : Commune de Paris, révolution russe de 17, grève générale de 36, révolution en Hongrie en 56 et en Tchécoslovaquie en 68, grève générale de mai 68, cordons industriels au Chili, etc.

Les défaites accumulées depuis trente ans, principalement en raison des trahisons des directions réformistes, social-démocrate et stalinienne, ont conduit à une crise de la conscience de classe et à un recul du mouvement ouvrier. C'est pourquoi le prolétariat — et la révolution avec lui — a provisoirement presque disparu de la scène politique. Certains en ont conclu que la classe ouvrière ne serait plus le principal acteur de la révolution. À tort.

Car, par delà ses mutations, le capitalisme reste fondé sur l'opposition entre bourgeois et prolétaires. La classe ouvrière reste donc la seule capable d'entraîner derrière elle tous les opprimés à l'assaut du capital et de son État.

Le NPA doit donc s'efforcer de s'implanter prioritairement dans la classe ouvrière, lutter pour l'indépendance de classe et aider ainsi les travailleurs à forger leur conscience de classe.

Comme parti ouvrier, il doit s'opposer irréductiblement à tous les partis bourgeois, c'est-à-dire défendant ouvertement l'ordre capitaliste : FN, UMP, Modem, bien sûr, mais aussi PS, Verts, MRC... Il ne propose pas à ces partis le front unique, ne fait pas d'alliance électorale avec eux, n'appelle à voter pour eux ni au premier ni au deuxième tour.

Ce sont quelques-unes des raisons pour lesquelles nous nous reconnaissons dans le projet d'une tendance révolutionnaire (cf. <http://tendancerevonpa.googlepages.com>).

SANDRINE ET YVES (AUXERRE)